



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

OFPRA

OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES REFUGIÉS ET APATRIDES



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2002

45, rue Maximilien- Robespierre
94136 Fontenay-sous-Bois Cedex

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Introduction	3
I. – La demande d’asile	4
1. Les premières demandes	
2. Les procédures prioritaires	
3. Les demandes de réexamen	
4. La Division « Eurafrique »	
5. Les décisions de l’OFPRA	
II – Les apatrides	15
III - La protection	16
1. Les statutaires	
2. Les activités de protection	
IV - L’activité juridique	18
1. Le contentieux	
2. Les affaires judiciaires	
3. La coopération européenne	
V. – Le Service de l’accueil et le service de documentation et recherches	21
1. Le service de l’accueil	
2. Le Service documentation et recherches	
VI. – Les moyens	23
1. Les ressources humaines	
2. Les actions informatiques	
Conclusion	27
Annexes	29

* * *

Bilan définitif de la demande d’asile 1999

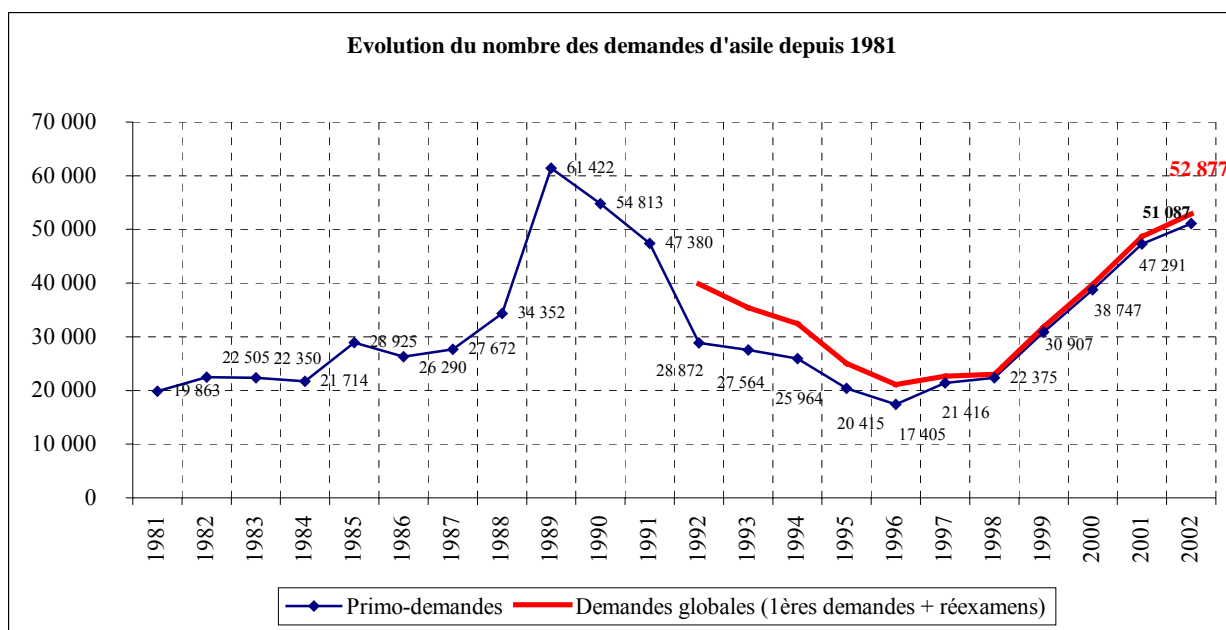
RAPPORT D'ACTIVITE 2002

L'OFPRA a enregistré **51 087 primo-demandes** en 2002, soit une nouvelle augmentation de 8% par rapport à l'année précédente (47 291). Le nombre de demandes de réexamen a connu une hausse assez forte : 1 790 contre 1 369 en 2001 (+ 30,8%). Au total, l'Office a eu **52 877 dossiers à traiter**, ce qui représente un accroissement de **8,7%** par rapport à l'exercice antérieur. La moyenne mensuelle s'est ainsi établie à 4 406 dossiers.

Le nombre des décisions prises par l'OFPRA a été de **50 206** (contre 40 779 en 2001), soit **une progression de 23%**. La moyenne mensuelle a été de 4 184 décisions.

Contrairement à l'année précédente, l'OFPRA n'a pas enregistré d'augmentation significative du nombre des dossiers en attente de décisions puisqu'il a été en mesure de traiter pratiquement l'équivalent du flux de l'année (- 2 671 dossiers).

L'OFPRA a délivré **8 495 certificats de réfugié (CR)**, soit un **taux d'admission global de 17%**. Cependant, ce total inclut 2 169 CR faisant suite à des annulations de la Commission des Recours des Réfugiés (25% du total). En conséquence, **le taux de reconnaissance par l'OFPRA stricto sensu a été de (6 326 : 50 206) = 12,6%**.



I – LA DEMANDE D’ASILE.

1. Les premières demandes.

Le mouvement de hausse s’est poursuivi pour la 6^{ème} année consécutive, même s’il a connu un très léger tassement (+8,7%).

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
primo-demandes	17 405	21 416	22 375	30 907	38 747	47 291	51 087
réexamens	3 554	2 281	615	948	1 028	1 369	1 790
total	20 959	23 697	22 990	31 855	39 775	48 660	52 877

La comparaison avec nos partenaires de l’Union Européenne fait apparaître, comme l’an dernier, que la France fait partie des pays où la demande est en hausse, dans des proportions toutefois inférieures à celles enregistrés en Grande Bretagne, en Suède et en Autriche

Dans ces conditions la France s’est située, en 2002, au 3^{ème} rang des Etats membres de l’U.E. accueillant des demandeurs d’asile.

Pays	rappel 2001	rappel 2002	Variation2001/2002
Royaume-Uni	92 000	110 700	+20,3%
Allemagne	88 287	71 127	-19,4%
France	47 291	51 087	+ 8%
Autriche	30 135	37 074	+23%
Suède	23 515	33 016	+40,4%
Belgique	24 549	18 805	-23,4%
Pays-Bas	32 579	18 667	-42,7%
Italie	9 626	7 281	-24,3%

(Sources : HCR)

Cette comparaison doit tenir compte, pour être juste de deux facteurs de distorsion dans les statistiques.

En effet la plupart des offices européens homologues comptabilisent **les mineurs accompagnants** ainsi que les demandeurs de **protection subsidiaire**, qui s’ajoutent aux demandeurs d’asile conventionnel.

• S’agissant des mineurs accompagnants l’OFPPRA a, à compter de mai 2002, mis progressivement en place leur enregistrement automatique (7 900 pour l’année). Ceci a confirmé qu’ils représentent environ 15% du nombre des majeurs.

En ajoutant ces mineurs à la demande, on atteint un total de **58 987 primo demandes pour l’année 2002**, au titre de l’asile conventionnel.

• S’agissant de la protection subsidiaire, celle-ci est représentée, en France par l’asile territorial qui ne relève pas de l’OFPPRA mais du Ministère de l’intérieur.

Evolution de la demande par divisions.

ASIE

Pour la troisième année consécutive, la division d'Asie a enregistré une diminution du flux des demandes d'asile : 7 340 demandes enregistrées en 2002 (toutes procédures confondues) contre 10 756 en 1999.

Comme lors des précédents exercices, la répartition des cinq grands flux de demandes (République Populaire de Chine, Sri Lanka, Pakistan, Inde, Bangladesh) s'est maintenue.

- Les demandes en provenance de la République Populaire de Chine et du Sri Lanka concentrent à elles seules, toutes procédures confondues et hors mineurs accompagnants près de 70% du total.

• République Populaire de Chine

2 885 demandes ont été enregistrées, à rapprocher des 2 954 demandes de 2001 (5 174 en 1999).

La provenance des demandeurs d'asile demeure inchangée. Ils sont originaires pour l'essentiel du Zhejiang et, plus marginalement, des provinces du Fujian, du Guangdong et du Heilongjiang.

Malgré la poursuite de la convocation systématique engagée en 2001, le taux de présentation est resté très marginal. Les demandes, peu consistantes et peu convaincantes dans leur majorité font référence le plus souvent à l'appartenance au mouvement Falun Gong au militantisme au sein d'organisations politiques, syndicales, d'opposition au P.C.C, à la corruption, au racket, ainsi qu'aux dispositions relatives au contrôle des naissances ou à des craintes de persécutions de nature confessionnelle.

• Sri-Lanka.

1992 premières demandes ont été enregistrées.

Malgré la modification du paysage politique au 2^{ème} semestre 2002 (négociations de paix, levée de l'interdiction sur le LTTE), la demande d'asile reflète toujours, dans son ensemble, la précarité de la situation générale et l'insécurité, et se réfère à des craintes de persécutions tant de la part du LTTE que des autorités, ainsi qu'à des arrestations et rafles dans la capitale.

• Pakistan

Si la demande continue de manière incidente à faire référence à des liens avec des mouvements extrémistes, ainsi qu'aux traditionnels affrontements entre partisans de Mme Bhutto et membres de la « Ligue Musulmane » (PML), elle porte aussi de plus en plus sur des persécutions ou craintes de persécutions de la part des autorités militaires au pouvoir, notamment dans le cadre de la problématique de la lutte anti-corruption. Comme les années passées un nombre non négligeable de demandes émane de chrétiens pakistanais faisant état

de persécutions à caractère religieux. Tout comme les membres de la secte musulmane Ahmadi ils ont été largement auditionnés.

• **Bangladesh**

Dans un contexte politique inchangé, la division n'enregistre aucune modification significative du profil de la demande :

Persécutions ou craintes de persécutions résultant de l'implication par les autorités dans des affaires criminelles controuvées, affrontements entre militants du BNP et de la Ligue Awami, appartenance tribale (Chakmas, en particulier) ...

• **Inde**

Les requérants font toujours quasi systématiquement valoir leur appartenance à la communauté sikhe et revendiquent une action militante active au sein d'organisations telles que l'AISSF (All India Sikhs Student Federation).

• **Mongolie**

La demande, quoique modeste, connaît une nette progression (112 contre 46 en 2001).

Elle fait référence :

- à des persécutions de la part de groupes mafieux ;
- à l'affaire du meurtre, le 2 octobre 1998, de S. ZORIG, ancien leader du mouvement démocratique mongol ;
- à des démêlés administratifs et/ou familiaux en raison d'une union mixte.....

EUROPE/BASSIN MEDITERRANEEN

L'augmentation de la demande d'asile s'est poursuivie en 2002 avec une hausse de 12,5 % (20 607 demandes contre 18 342 en 2001).

L'ex-URSS, avec 35 % des nouvelles demandes, constitue toujours le premier flux.

▪ **La demande russe**, est représentée à 70% par des dossiers tchéchènes. Il s'agit le plus souvent de femmes venues avec leurs enfants, dont le mari a disparu ou est décédé.

▪ **La demande géorgienne**, à l'instar des demandes caucasiennes, a augmenté dans des proportions considérables (+46 %). Elle demeure complexe à traiter en raison des situations particulières prévalant dans différentes régions du pays, échappant plus ou moins au contrôle des autorités légales, et s'appuie essentiellement sur des considérations ethniques (kurdes yézides...).

▪ **Les demandeurs arméniens**, (+77%) invoquent très souvent la mixité de leur couple ou de leurs origines (arméno/azéries).

- **La demande moldave** reste stéréotypée et peu étayée.

- **Parmi les autres demandes ex-soviétiques**, seule celle en provenance d'Ukraine a baissé. La demande biélorusse, en revanche continue de progresser mais reste modeste (environ 300 dossiers), avec un nombre croissant d'opposants résolus au régime en place.

- **Concernant l'Asie centrale**, les demandes reçues restent très faibles : 380 au total, le Kazakhstan en constituant plus de la moitié. Il s'agit essentiellement de minorités ethniques invoquant l'islamisation de la société et des discriminations à leur encontre. Seule la demande Kirghize s'appuie sur des motifs politiques.

Avec 6 580 demandes contre 5 350 en 2001, **la demande turque** continue à progresser à un niveau très élevé. Comme l'an passé, environ 60 % des demandeurs se déclarent kurdes et invoquent la situation générale à l'Est du pays, les pressions exercées par les autorités, leur engagement politique aux côtés d'un parti kurde légal.....

Quant aux autres motifs politiques invoqués, ils concernent un engagement au sein des partis d'extrême gauche, un soutien aux détenus en grève de la faim.

Une part importante de ces demandes fait uniquement état de considérations d'ordre économique.

- **La demande algérienne**, avec 2 930 dossiers, est le seul grand flux à connaître une baisse en 2002. 16 % de la demande est adressée en procédure prioritaire.

Les Kabyles constituent une bonne moitié des demandeurs et invoquent la répression dont il font l'objet, parfois leur participation à des marches ou manifestations.

Le racket est très souvent le principal motif mis en avant. On note aussi l'apparition de plusieurs demandes d'anciens membres politiques du FIS, faisant état de détentions puis à leur libération, de harcèlements.

Les autres émanant des pays arabes représentent 490 dossiers repartis sur 11 pays.

- Le nombre d'**ex-Yougoslaves** reste stable (2 450 demandes). Il s'agit de plus en plus souvent de Roms venant des différents Etats aujourd'hui indépendants. C'est le cas des ressortissants de la République Fédérale de Yougoslavie (actuellement Serbie-et-Monténégro), parmi lesquels les Roms, venus en famille, sont majoritaires.

Le flux bosniaque, 7 ans après la signature des accords de Dayton, continue d'augmenter légèrement. En quasi-totalité, il s'agit de personnes ayant quitté leur pays une première fois et qui, ayant séjourné temporairement à l'étranger, notamment en Allemagne, ne sont pas parvenues à se réinstaller dans leur région d'origine en raison de leur appartenance ethnique.

AFRIQUE/AMERIQUES

Les demandes enregistrées par la Division Afrique-Amériques (23 455) ont progressé de près de 11 % par rapport à l'année 2001. Les cinq principales nationalités de provenance, qui représentent plus de 63 % du flux, demeurent les mêmes, seul leur ordre change.

La demande de la République Démocratique du Congo (5 260) en augmentation de 39 % reste de loin la plus importante. L'accord de cessez-le feu de Lusaka signé le 10 juillet 1999, le déploiement le 29 mars 2001 à l'est du pays du premier contingent de la mission d'observation des Nations-Unies (M.O.N.U.C.), le dialogue inter-congolais de Sun-City (Afrique du Sud) mené de février à avril 2002, les protocoles d'accord successifs de retrait des troupes ougandaises, zimbabwéennes et rwandaises n'ont eu que peu d'incidence sur une situation générale très dégradée. L'économie est exsangue, la corruption endémique, les droits fondamentaux non respectés.

Les demandes émanent principalement de Kinois, peu de personnes en provenance de l'est arrivant à quitter les zones de conflits. Elles font référence principalement :

- à un militantisme dans un parti de l'opposition traditionnelle (UDPS/PALU/FONUS) ;
- à un engagement au sein d'organisations de défense des Droits de l'Homme, d'associations ou de syndicats ;
- à des accusations de la part des autorités ou de la population d'un soutien à la rébellion ;
- à des liens familiaux avec des personnalités tombées en disgrâce ;
- à une désertion des Forces Armées Congolaises (le plus souvent invoquée par des mineurs isolés) ;
- à une participation aux émeutes de décembre 2001 à l'Université de Kinshasa (UNIKIN) ;
- à des accusations de complicité dans l'assassinat de L.D. KABILA ;
- à des persécutions dues à leur origine banyamulenge (tutsis du Sud Kivu) ;
- Les récits des personnes en provenance de l'est invoquent des enrôlements forcés par le R.C.D.-Goma., mais la plupart dénoncent les exactions subies de la part de l'armée rwandaise et du R.C.D.-Goma en raison de leur travail au sein de la société civile (associations de défense des Droits de l'Homme, communautés religieuses).

La demande mauritanienne, en hausse de 29 %, confirme sa progression en devenant le deuxième flux (2 998 dossiers enregistrés). Cette demande classique est déposée essentiellement par des négro-mauritaniens dont les motivations concernent un engagement

politique ou associatif, des conflits inter-communautaires et des pratiques esclavagistes dont ils seraient les victimes.

Le Mali, dont les demandes sont en baisse de 18 %, est le troisième pays de provenance. La typologie des demandes reste la même : difficultés économiques, violences inter-ethniques, conversion au catholicisme et plus rarement engagements politiques. A cela s'ajoute de façon plus constante depuis la jurisprudence « SISSOKO » (Sections réunies - 07.12.2001), la problématique de l'excision soulevée par des femmes refusant cette pratique pour elles-mêmes ou leurs filles.

Les demandes de ressortissants de la **République du Congo** progresse de 17 % (2 266 dossiers enregistrés), constituant le quatrième flux de la division.

Les candidats au statut de réfugié sont :

- des personnes déplacées pendant les conflits de 1998/1999/2000 et qui pour certaines ont résidé dans des pays tiers avant de rejoindre la France ;
- des miliciens, policiers, militaires qui ont déserté ;
- des miliciens ninjas qui affirment avoir été persécutés ;
- des femmes ayant subi des sévices de la part de miliciens ;
- des militants de partis d'opposition, du MCDDI en grande majorité dont les récits sont souvent stéréotypés.

La demande haïtienne, en recul de 30 %, ne représente plus que le cinquième flux de la division. Une partie des 1 904 dossiers enregistrés provient toujours d'Haïtiens résidant en Guyane et dont les demandes ont été transmises en procédures prioritaires. La situation d'insécurité et de violence corrélée au non respect des droits fondamentaux ont conduit à multiplier les auditions de ces demandeurs. De surcroît ces entretiens sont rendus nécessaires par le caractère multiforme des auteurs de persécution, qui sont présentés comme des bandes armées à la solde des autorités, le plus souvent locales.

Les visio-entretiens :

La pratique des visio-entretiens, lancée en juin 2001, s'est poursuivie en 2002 à la division Afrique/Amériques. Cette pratique a bien entendu vocation à s'étendre ultérieurement et si nécessaire à d'autres divisions.

Près d'une centaine de personnes en ont bénéficié (majoritairement des Haïtiens, mais aussi des Péruviens, Rwandais, Colombiens, Sierra-Léonais).

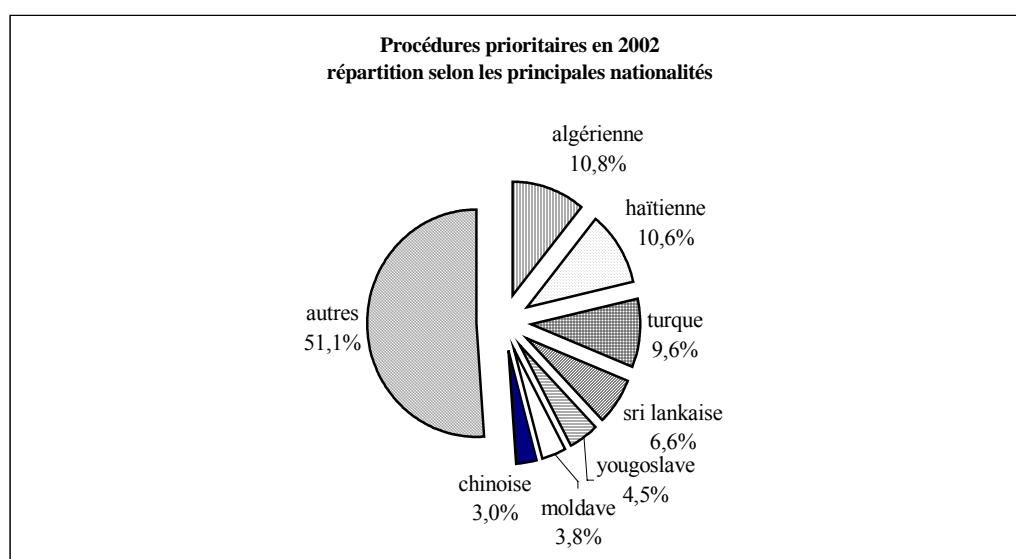
Il est à noter que le recours à ce dispositif a été élargi à la Préfecture de Mayotte.

2. Les procédures prioritaires

La procédure prioritaire est appliquée sur décision de la préfecture, lorsque l'autorisation provisoire de séjour est refusée, retirée ou son renouvellement refusé pour l'un des motifs suivants :

- le demandeur est originaire de l'un des Etats pour les ressortissants desquels le Directeur de l'OFPPRA a appliqué la clause C5 de l'article 1^{er} de la Convention de Genève, en raison du changement de la situation politique en matière de liberté et de droits de l'homme. La décision de faire jouer la clause de cessation pour les ressortissants de tel ou tel pays est prise normalement par l'OFPPRA, en concertation avec le HCR ;
- la présence en France du demandeur constitue une menace grave pour l'ordre public ;
- la demande de statut de réfugié est de nature abusive, frauduleuse ou dilatoire.

Dans ces cas, bien qu'aucun délai ne soit imparti, les dossiers sont traités plus rapidement. Le demandeur dont le dossier est saisi en procédure prioritaire ne peut prétendre à une aide financière et le recours auprès de la CRR n'est pas suspensif.



En 2002, l'OFPPRA a été saisi de **4 388 demandes en procédure prioritaire (8,3% du total)** contre 3 724 en 2001. **L'augmentation est de 17,8%**. Les procédures prioritaires concernant les réexamens constituent, pour leur part, 25% de l'ensemble de ces procédures.

La division Europe/Bassin Méditerranéen a été particulièrement touchée par ces **procédures prioritaires**, avec 2 270 cas dont 444 en réexamen. Dans cette division les demandes reçues ont concerné le plus souvent, en application de l'article 10.4 de la loi du 25 juillet 1952, les Algériens et les Turcs.

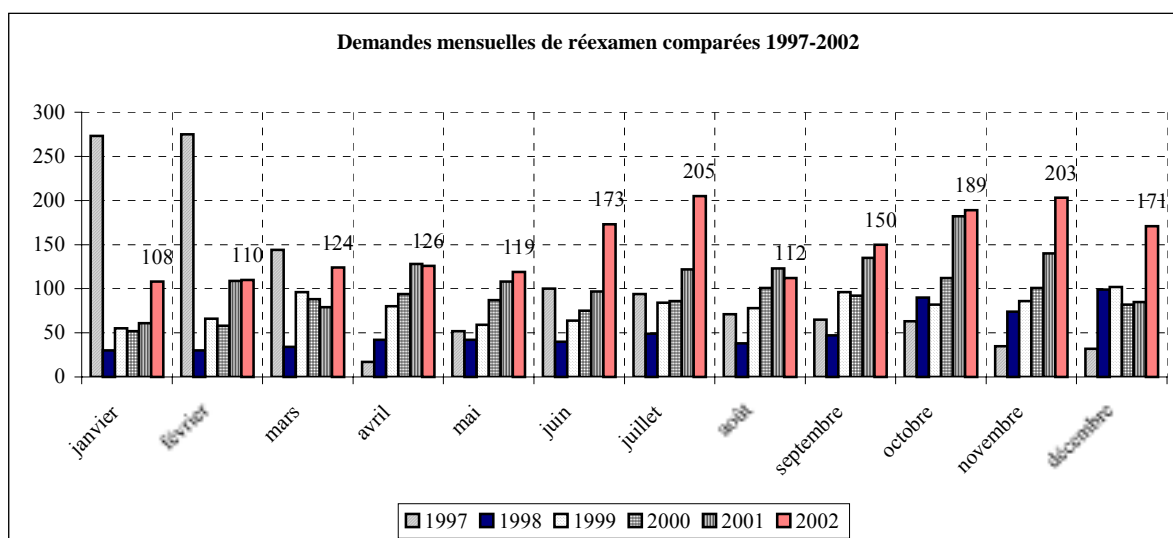
On notera par ailleurs qu'une grande partie des procédures prioritaires afghanes et irakiennes s'est concentrée sur la fin de l'année 2002, consécutivement à la fermeture du centre de Sangatte.

Il est à signaler ici que l'accumulation des procédures prioritaires ces derniers mois, à laquelle s'ajoutent les sollicitations de plus en plus fréquentes auprès de l'OFPRA afin qu'il « traite » sur place des dossiers présentés comme sensibles ne manque pas d'avoir des effets directs sur le traitement « normal » des dossiers et donc sur la productivité.

3. Les demandes de réexamen.

Naguère encore assez négligeable, la demande de réexamen devient plus fréquente. En 2002, ce sont **1 790 déboutés qui ont introduit une telle procédure**, contre 1 369 en 2001, soit une augmentation de 30,8%.

Les principales nationalités concernées sont la Turquie (406), le Sri-Lanka (258), Haïti (160), le Bangladesh (133).



Le nombre de **réexamens** a en particulier augmenté à la division Europe/Bassin Méditerranéen (+50 %), où les Turcs totalisent à eux seuls plus de 50 % des demandes.

4. « La Division Eurafrique »

La Division Eurafrique a été créée ex-nihilo en octobre 2001 avec pour objectif la résorption des dossiers en instance de plus de 6 mois ; elle est installée à proximité du site Maximilien-Robespierre dans des locaux spécialement aménagés (site Roger Salengro).

Composée de deux sections africaines et d'une section européenne, la division comptait au 1^{er} janvier 2002, 29 Officiers de Protection recrutés spécialement à cet effet, 3 chefs de section et 9 secrétaires (10 à compter du mois de mars).

Compte tenu de la nécessaire période de formation des nouveaux agents, Eurafrique a démarré pleinement ses activités en janvier 2002.

La division a reçu à sa création près de 15500 dossiers répartis aux deux tiers sur le secteur africain et pour un tiers sur celui européen, avec mise en œuvre du principe de la convocation systématique.

Les nationalités africaines traitées en 2002, par ordre d'importance, sont la République Démocratique du Congo, la République du Congo, la Mauritanie, l'Angola, la Sierra Léone, la République de Guinée, le Nigeria, le Cameroun, la Côte d'Ivoire.

Le secteur européen est constitué par l'ensemble des pays de l'ex-URSS (Géorgie, Ukraine, Biélorussie, Arménie, Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Lettonie, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan), de l'ex-Yougoslavie (Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Serbie et Monténégro) et de la Turquie.

Les demandes, tant pour le volet africain que pour le volet européen, présentent, avec des nuances liées au décalage dans le temps, des caractéristiques identiques dans les grandes lignes à celles décrites dans les divisions géographiques classiques.

Au total 12 480 décisions ont été rendues en 2002 par la Division Eurafrique, avec un taux de présentation des demandeurs d'environ 70%.

Le taux d'admission moyen à l'Eurafrique pour 2002 a été supérieur à la moyenne (19,3%) ce qui s'explique par la conjonction de deux facteurs essentiels :

- L'absence ou le quasi absence de procédures rapides ;
- La prise en charge par la nouvelle division de dossiers africains à problématique particulièrement lourde, en souffrance depuis 1998.

Le taux d'annulation (par la CRR) constaté est très faible, de l'ordre de 1%, mais il faut compter encore plusieurs mois pour apprécier les résultats dans leur ensemble.

5. Les décisions de l'OFPRA.

Le nombre de décisions prises par l'Office a été de 50 206 en 2002 contre 40 779 en 2001, soit une moyenne de 4 184 décisions par mois, contre 3 398 en 2001.

L'augmentation enregistrée s'explique par la création de la division Eurafric en décembre 2001, et le recrutement à cet effet de nouveaux officiers de protection.

La progression du nombre des dossiers traités a été de + **23% par rapport à l'année 2001.**

Par ailleurs l'OFPRA a, au mois d'août, procédé à 1 704 mises à jour (corrections d'erreurs d'enregistrement informatique, radiation des dossiers anciens...).

Enfin 1 394 décisions sont à comptabiliser au titre des mineurs accompagnants (cf. annexe X).

Au total les décisions se sont élevées en 2002 à 53 304 (50 206 + 1 704 + 1 394).

A la fin de l'année 2002, le « stock » des dossiers non traités au-delà du délai « légal » de 4 mois prévu par le décret de 1953 était de 22 246 et le nombre global des dossiers en attente de décision (toutes dates de dépôt confondues) était de 34 588.

Si l'Office a donc été en mesure de résorber plus de 2 500 dossiers du stock proprement dit (dossiers de plus de 4 mois), il n'a pu traiter en définitive que l'équivalent du flux enregistré au cours de l'année.

⊗ Les reconnaissances.

En 2002, l'OFPRA a délivré 8 495 certificats de réfugié (CR) pour 50 206 décisions. Le taux d'accord global a été de 17%.

- Le taux d'accord en première instance par l'OFPRA s'établit à 12,6% avec 6 326 décisions (12,4% en 2001).

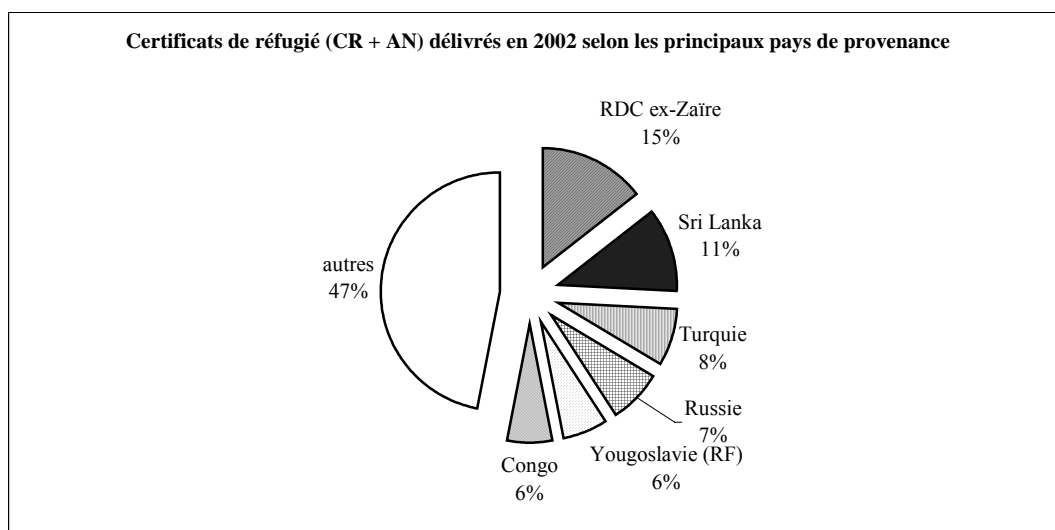
- La part des annulations de la Commission des Recours des Réfugiés (i.e. les rejets de l'OFPRA transformés en admissions) a abouti à la délivrance de 2 169 CR (soit 25% du total des certificats délivrés). (Rappelons l'ambiguïté méthodologique de ce calcul, puisque les annulations ne portent pas, dans leur très grande majorité, sur des décisions de l'Office de l'année en cours).

Les taux d'admission les plus élevés ont concerné en 2002 :

	nb 1ères demandes	taux accord O.F.P.R.A.	taux global admission
Rwanda	303	81,0%	85,4%
Ethiopie	59	76,9%	84,6%
Cambodge, Laos, Vietnam	266	55,2%	57,1%
Syrie	30	46,5%	53,5%
Tchad	291	42,4%	45,2%
Somalie	115	40,9%	43,0%
Burundi	62	38,0%	39,0%

Les taux d'admission les plus faibles (<1%) ont concerné trois nationalités :

	nb 1ères demandes	taux accord O.F.P.R.A.	taux global admission
Chine	2 869	0,7%	1,0%
Sénégal	491	0,2%	3,4%
Mali	2 413	0,2%	0,4%



⊗ **Les délais**

Compte tenu de l'objectif de « déstockage » qui était celui de la division Eurafrique en 2002, c'est-à-dire de traitement des dossiers les plus anciens, le délai moyen de traitement de l'Office n'a pu qu'augmenter en 2002, ainsi que cela avait été annoncé dans le rapport d'activité 2001 : **de 217 jours en 2001 (7 mois), il est passé à 324 jours (10,7 mois).**

Ce délai moyen n'a toutefois qu'une signification relative : il est à relever ainsi qu'il était de 662 jours pour les dossiers traités par la division Eurafrrique et de 210 jours pour les 3 autres divisions géographiques - sachant qu'il restait toujours à ces dernières, également, une partie des dossiers du stock à traiter.

• **Le taux d'entretien a progressé en 2002**, atteignant 46,3% contre 40,1% en 2001, **pour un taux de convocation également en progression : 63,6%** contre 56% en 2001. Près de 32 000 convocations ont été lancées et 23 281 personnes ont été entendues en entretiens.

La généralisation de la convocation figure parmi les objectifs majeurs de l'OFPRA. A ce titre une « expérience pilote » d'entretien systématique a été mise en place à l'automne 2002 à la division Asie. Elle est appelée à être étendue en s'appuyant sur un système informatisé de convocations.

II. LES APATRIDES.

Il existe dans les faits deux sortes d'apatrides :

- les apatrides *de jure* qu'aucun Etat ne considère comme ses ressortissants par application de sa législation ou par suite des contradictions fréquentes entre droits internes sur la nationalité,

- les apatrides *de facto* qui, sans avoir perdu leur nationalité ou sans en avoir été privés, ne peuvent ou ne veulent faire appel à la protection diplomatique d'aucun Etat.

Du fait des récents événements, des persécutions, des exodes forcés et du totalitarisme étatique, les seconds sont plus nombreux que les premiers. Or, ce sont les premiers qui sont fondés à être admis au statut d'apatride tel qu'il s'est élaboré après-guerre.

Jusqu'en 1945, la question des apatrides a été traitée avec le problème des réfugiés. La notion d'apatridie au sens juridique du terme est née à la suite d'une initiative de la Commission des Droits de l'Homme qui a invité l'O.N.U. à conclure des conventions relatives à la nationalité et à la situation des personnes privées de protection juridique. **Le 28 septembre 1954 a été adoptée la Convention de New York relative aux apatrides.** Elle est calquée sur la Convention de Genève, à la seule différence qu'il n'est pas fait mention de craintes de persécution, mais seulement du problème du lien de rattachement juridique à un Etat déterminé. Elle dispose que « *le terme apatride désigne une personne qu'aucun Etat ne considère comme son ressortissant par application de sa législation* ». Dès lors, la distinction entre apatride *de jure* et *de facto* devient inutile, ce dernier ne pouvant être réellement considéré comme apatride.

Les dossiers sont très longs à instruire, puisqu'il s'agit d'introduire la *preuve* de l'apatridie, difficile à apporter dans la plupart des cas : le pays de naissance, le pays de résidence, le pays de nationalité des parents... sont autant de pays qui pourraient accorder une nationalité. C'est au requérant d'apporter la preuve de son apatridie, mais l'O.F.P.R.A. peut prendre le relais en contactant, avec le consentement des intéressés, les consulats et ambassades des pays en question, ainsi que le CICR (Comité International de la Croix Rouge).

En cas de décision négative, c'est le tribunal administratif du lieu de résidence du demandeur, et non la Commission des Recours des Réfugiés, qui est compétent pour examiner le recours formé dans un délai de deux mois.

La demande « apatride » a augmenté de 20% pour la deuxième année consécutive, atteignant 132 nouveaux dossiers.

Ces dossiers concernent de moins en moins des communautés spécifiques et de plus en plus souvent des problématiques individuelles.

On note également un accroissement du nombre d'enfants apatrides en bas âge, ainsi que des personnes en possession d'un titre de séjour en France mais qui, dépourvues de nationalité, sont invitées par les services préfectoraux à s'adresser à l'Office.

L'essentiel de la demande émane toujours du continent européen (61%) puis de l'Asie (21%) et enfin de l'Afrique (16%).

La section « apatrides », située à l'intérieur de la division Europe-Bassin Méditerranéen, a pris 87 décisions au cours de l'année dont 55 décisions d'admission, ce qui équivaut à un taux d'admission de 63%, identique à celui de 2001.

Durant cette même période, 24 recours ont été jugés par les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel. Seules 3 décisions, concernant des requêtes identiques déposées par les membres d'une même famille ont été annulées.

III LA PROTECTION

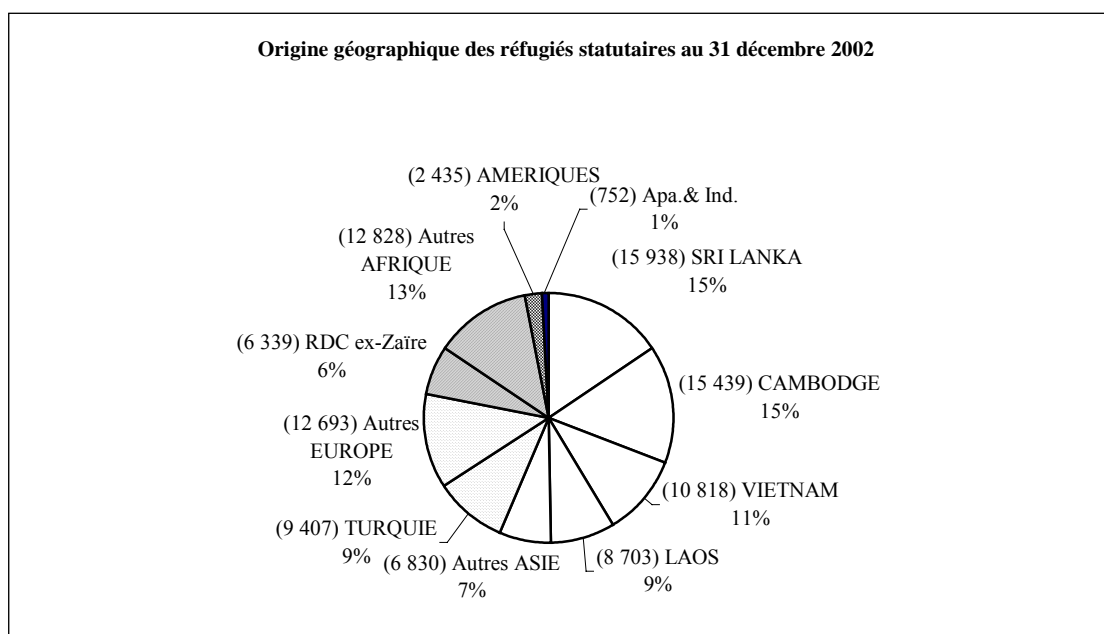
1. Les statutaires

Au 31 décembre 2002, le nombre de personnes titulaires d'un certificat de réfugié (ou d'apatride) en cours de validité, était estimé à **102 182**, dont 752 apatrides. Ce chiffre est stable par rapport à celui de l'année précédente (101 601), soit une variation de + 0,6 %.

Ce chiffre, **qui n'inclut pas les enfants mineurs rattachés (estimés à environ 30 000) ne reflète pas exactement le réel.** En effet, les certificats de réfugié n'étant pas renouvelés à date fixe, mais au fur et à mesure de leur expiration, à un instant donné, le nombre réel de réfugiés statutaires est le nombre de personnes possédant un certificat de réfugié en cours de validité, auxquels il faut rajouter les réfugiés en retard dans le renouvellement de leur certificat arrivé à expiration, et retrancher les réfugiés sortis de l'état de réfugié sans en informer l'O.F.P.R.A.

Les motifs de sortie sont nombreux : il y a bien sûr l'émigration, par nature non connue de l'Office ; il y a également les naturalisations et les décès, la transmission de ces informations par les préfectures souffrant souvent de graves retards, et enfin, les diverses sortes de retraits et de renoncations directement gérés par l'Office. Diverses études antérieures ont montré que les retards réels de renouvellements (retards supérieurs à trois mois) compensaient environ les sorties de l'état de réfugié dont l'Office n'est pas informé.

La répartition par continent d'origine reste déséquilibrée : les Asiatiques, même si leur nombre tend à diminuer, représentent encore 56 % de l'ensemble de la population des réfugiés. Le Sri Lanka est désormais le premier pays de provenance des réfugiés statutaires, devant les trois pays de l'ex-Indochine. Les Européens, 1/3 de la population des demandeurs d'asile, ne constituent qu'1/5 de celle des statutaires (22 %). Quant aux Africains, 47 % des demandeurs d'asile, ils voient cette année leur part augmenter dans la communauté des réfugiés (19 % contre 15 % en 2001). On ne relève pas d'évolution notable concernant le continent américain.



La répartition par sexe des réfugiés statutaires n'a pas changé par rapport à fin 2001.

2. Les activités de protection

L'une des missions principales de l'OFPRA est d'assurer la protection juridique et administrative des étrangers reconnus comme réfugiés (en première instance par l'Office, ou en appel par la Commission des Recours des Réfugiés) ou apatrides. Ce sont environ 102 000 personnes qui sont concernées (cf. supra).

La fonction de protection est définie notamment par l'article 4 de la loi du 25 juillet 1952 portant création de l'OFPRA et par l'article 5 du décret d'application du 2 mai 1953. Ces textes définissent les compétences de l'établissement, chargé d'assurer la protection à la fois juridique et administrative des réfugiés, mission qui se traduit, essentiellement, par la délivrance des documents que les intéressés ne peuvent plus obtenir des autorités de leurs pays d'origine, notamment des documents d'état civil. L'OFPRA est appelé à certifier la situation de famille et l'état civil des réfugiés tels qu'ils résultent des actes passés ou de faits ayant eu lieu dans leur pays d'origine. Cette dernière compétence a un caractère exclusif.

L'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides, qui se substitue à des autorités défaillantes, peut ainsi être considéré comme la « mairie » ou, encore davantage, comme le « consulat » des réfugiés et apatrides.

En 2002, l'activité de la Division de la Protection a augmenté avec la création, à la fin de 2001, de la Division Eurafrrique : **8 495 certificats de réfugiés ont été délivrés contre 7 323, en 2001, soit une hausse de 16 %**.

Par ailleurs, la Division a procédé, au cours de l'année 2001, **au renouvellement de plus de 17.000 certificats de réfugié ou apatride** et a établi ou délivré quelque 168.000 documents d'état civil, ce dernier chiffre n'incluant pas les documents délivrés par le Service de l'Accueil, distinct de la Division de la Protection. Ce chiffre, qui stagne depuis deux ans, s'explique par la suppression des fiches d'état civil et, d'une manière générale, par la simplification de certaines formalités administratives dans le cadre de la réforme de l'Etat.

Les certificats d'état civil des personnes nouvellement admises au statut de réfugié sont informatisés, en général, lors de l'instruction qui précède la délivrance du premier certificat de réfugié ou apatride. Cette instruction a pour but de fixer l'état civil et la composition familiale des personnes placées sous la protection de l'Etablissement.

Au 31 décembre 2002, le fichier informatisé comptait 215.563 certificats d'état civil (naissance, mariage, décès). Ce fort taux d'informatisation, qui concerne à présent la presque totalité des dossiers « actifs », permet la délivrance immédiate de copies de ces certificats, y compris lorsque le réfugié ou l'apatride se présente à l'accueil de l'Office. La seule Division de la Protection, sans compter les documents établis à l'Accueil, a délivré plus de 134.000 copies au cours de l'année 2002.

IV. ACTIVITE JURIDIQUE

1. Le contentieux

Le flux des dossiers suivis en phase contentieuse a bien entendu, au regard de l'activité générale de l'OFPRA et de la Commission des Recours des Réfugiés (CRR), encore sensiblement progressé en 2002 (+ 28 %). La part de ceux ayant donné lieu à observations a augmenté dans la même proportion (sans tenir compte des instructions approfondies non formalisées par des observations).

- Cette tendance s'est traduite devant la CRR par une légère baisse du nombre des *observations écrites* et par un développement des *observations orale*, auparavant exceptionnelles et cette année équivalentes en volume aux transmissions de notes.

- S'agissant des **observations écrites**, la problématique de l'exclusion, qui fait en principe toujours l'objet de mémoires, est demeurée cette année encore la principale préoccupation (environ un tiers des notes destinées à la CRR), orientée essentiellement sur le Rwanda et les deux Congo. Ce suivi a donné lieu de la part de la DAJ à des études synthétiques insérées dans les mémoires et mises à la disposition des divisions géographiques.

Par ailleurs, le traitement - également systématique - des dossiers de cessation/retrait est encore en recul, le nombre de cas relevant de cette catégorie ayant lui-même continué de décroître.

L'accent a été mis sur le suivi d'affaires relevant du seul terrain de l'appréciation des faits, au prix d'une plus grande exigence dans les productions d'ordre documentaire.

- Compte tenu des moyens alloués, les **observations orales** - que n'excluent pas dans de rares cas la présentation préalable de mémoires - ont pu comme prévu devenir le mode d'intervention privilégié pour couvrir d'autres problématiques ayant trait à l'établissement des faits et ainsi permettre de mieux faire comprendre les positions de l'Office. De nombreuses difficultés demeurent néanmoins, non encore toutes résolues par la juridiction.

Sans exclure des interventions plus ponctuelles sur d'autres typologies, la division s'est concentrée sur la demande bangladaise donnant lieu à convocation, en collaboration avec la division Asie, compte tenu d'un écart notable entre les taux d'admission et d'annulation ainsi que de la production devant la seule juridiction de documents s'avérant généralement faux.

Au regard des résultats (taux d'annulation divisé par quatre pour les affaires bangladaises ayant fait l'objet d'observations orales), l'expérience acquise sera étendue dans la mesure du possible à d'autres nationalités, sur des bases comparables, supposant pour chaque problématique un investissement important de la division ainsi qu'une nécessaire collaboration avec les divisions géographiques et le service des recherches et de la documentation.

- La baisse du nombre des **suppléments d'instruction** s'est poursuivie, en partie due à des saisines directes des Postes par la Commission, selon une procédure d'ailleurs souhaitée par l'OFPRA s'agissant le plus souvent de l'authentification de documents inconnus de lui et susceptibles d'appeler des observations a posteriori.

- Quatre nouveaux **pourvois** ont été introduits, renvoyant à des questions de principe, fondés notamment pour l'un sur une dénaturation des faits (situation dans le pays d'origine - RDC), pour les trois autres sur les questions de droit que posent l'application de la notion de pays de résidence habituelle (ressortissants du Caucase) et la détermination des autorités vis-à-vis desquelles les craintes énoncées doivent être appréciées (ressortissant yougoslave en provenance du Kosovo). Le Conseil d'Etat a par ailleurs rendu deux décisions favorables sur des requêtes précédentes, ayant trait aux modalités d'application des clauses d'exclusion et de prise en compte d'un changement de régime (en Yougoslavie). Six pourvois étaient pendants à la fin de l'année (onze au 31 mars 2003).

- N.B. : situés en **amont du contentieux**, les échanges avec les divisions géographiques visant à offrir une aide à la décision, notamment à la motivation, ont représenté l'essentiel des 161 transmissions recensées en réponse à des demandes de **consultation** sur dossier. Il s'est agi pour plus de 60% d'avis sur des projets de décision de

cessation/retrait, le reste tenant à d'autres questions de fond (exclusion, unité de famille, mineurs isolés, nationalité, ...) ou à des aspects de procédure, en relation parfois avec la division de la Protection ou des interlocuteurs extérieurs.

2. Les affaires judiciaires

- Augmentation d'environ 25 % des **réquisitions/commissions rogatoires**.

• Hausse également, de 14 %, du nombre de fiches dactyloscopiques reçues des **préfectures** à l'occasion d'une demande d'admission au statut de réfugié et traitées au moyen du fichier informatisé géré par l'Office. Baisse en revanche du nombre de fraudes, sensible en pourcentage.

• Stabilité du nombre des empreintes digitales transmises par des partenaires européens en vue d'une comparaison au regard de l'article 15 de la Convention de **Dublin** (près de 10345), dans l'attente des changements de cadre juridique et de procédure correspondant à l'entrée en service d'Eurodac en janvier 2003.

3. La coopération européenne

• **Harmonisation des normes** au sein de l'Union : l'Office a essentiellement pris part au suivi du projet de directive sur les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier du statut de réfugié ou d'une autre forme de protection, texte dont l'avancement est apparu relativement soutenu, marqué notamment par la levée de la réserve française sur la question de l'auteur de persécution.

Les discussions sur le projet de directive relatif à la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié ont repris en fin d'année à partir d'une nouvelle proposition de la Commission.

• Réunions entre praticiens et analyse de la **demande d'asile par pays ou régions d'origine** :

Le CIREA, relevant du Conseil, est devenu en milieu d'année EURASIL, placé sous l'égide de la Commission, à l'occasion du changement de présidence de l'Union, cette transformation s'inscrivant dans le processus de communautarisation du droit d'asile. Les travaux ont permis d'examiner successivement la situation des demandeurs en provenance du Rwanda, de Palestine, de Colombie, d'Ouzbékistan/Kazakhstan (1er semestre) et d'Algérie (2ème semestre). Il est à noter que le groupe EURASIL, qui lui a consacré une réunion spécifique, marquera une attention particulière au suivi des questions relative à la collecte et au traitement de l'information sur les pays d'origine.

• **Echanges bilatéraux** dans le cadre de la **Convention de Dublin** (hors comparaison d'empreintes) : le flux principal des **informations d'ordre nominatif** (autour de la question connu/pas connu) a enregistré une baisse sensible, presque de moitié s'agissant plus précisément des demandes adressées par l'OFPPA à ses partenaires (678 contre 1141), à rapprocher cependant d'un taux de réponses positives en augmentation (proche de 50 % et bien supérieur inversement à celui des demandes reçues).

Ce repli est essentiellement imputable à la chute des demandes dirigées vers l'Allemagne (449, soit moins 47 %), qui reste de loin l'interlocuteur le plus fréquent (toujours quasi-exclusivement comme pays saisi). La Belgique (qui sollicite en revanche 3 fois plus qu'elle n'est saisie, avec un total de 438 échanges) compte parmi les partenaires les plus réguliers, le troisième volume d'échanges, avec les Pays-Bas, étant sept fois moindre (64). Exception faite de l'Italie, qui est autant interrogée que les Pays-Bas, les échanges avec les autres Etats membres parties à la Convention de Dublin sont restés marginaux.

Ces demandes d'informations nominatives demeurent pour l'OFPPRA, dans leur finalité et leur teneur, très différentes par rapport à ses partenaires, la plupart de celles qui lui sont adressées visant à la détermination de l'Etat responsable, la totalité de celles qu'il émet relevant de l'aide à la prise de décision (souvent avec demande de communication d'éléments de fond, même si les réponses positives sont généralement confirmatives de la décision envisagée).

Les échanges portant sur des **informations d'ordre général** sont quant à eux demeurés stables (74), étant observé que l'Office aura été interrogé sur sa doctrine relative à un pays d'origine donné deux fois plus que l'année précédente et que les contributions documentaires reçues du BAFI ont continué à donner lieu à des traductions en division.

Une baisse d'activité est également notable **hors du cadre de la Convention de Dublin**, notamment avec la Suisse (35, soit moins 58 %).

V. LE SERVICE DE L'ACCUEIL ET LE SERVICE DE DOCUMENTATION ET RECHERCHES

En appui du travail des divisions, ces deux services jouent un rôle essentiel.

⊗ Le Service de l'accueil

Composé de 12 agents, en comptant le standard, le service de l'accueil reçoit et oriente tant les demandeurs d'asile que les réfugiés statutaires.

Les plages horaires, s'étalent, en continu entre 8h30 et 17h. Les agents de l'accueil assurent notamment la délivrance immédiate des documents d'état-civil en utilisant la base de données INEREC. Ils sont à cet effet en contact direct avec la division de la protection, pour le traitement de certains dossiers.

Ils assurent les liaisons nécessaires avec les divisions géographiques, dont les OP tiennent à tour de rôle une permanence, dans le service.

En 2002, **96 000 personnes ont été reçues** au service de l'accueil soit une augmentation de 23% par rapport à 2001.

Le nombre moyen annuel de personnes reçus par jour ouvré a été de 382.

⊗ Le service documentation et recherches

Les activités "traditionnelles" du service, qui recouvrent tout à la fois ses prestations (recherches et produits documentaires) et les tâches exercées en amont de ces dernières (collecte et traitement de l'information) ont connu peu de modifications substantielles au cours de l'année 2002. En revanche, l'année a été marquée par de nouveaux développements en matière d'asile qui ouvrent des perspectives d'évolution liées, notamment, au statut de l'information sur les pays d'origine qui s'ébauche dans le cadre du futur système d'asile européen commun.

☞ Recherches et produit documentaires.

Bien que directement liées à l'instruction des demandes d'asile, les demandes de recherches par des officiers de protection ne semblent pas être fonction du nombre de dossiers traités par l'Office. Ces dernières accusent en effet une légère baisse : 682 demandes ont été déposées au cours de l'année 2002 contre 735 en 2001.

☞ Produits documentaires

S'agissant des produits documentaires 86 notes de synthèse ont été rédigées en réponse à des demandes de recherches, susceptibles d'intéresser l'ensemble des agents.

Par ailleurs, d'autres produits documentaires ont vu le jour : Bulletin signalétique mensuel des documents reçus par le service, revues de presse portant sur des événements spécifiques (élections, coups d'état ...).

Le service a parallèlement continué de procéder à la saisie du fonds documentaire de l'Office et a contribué à l'élaboration de contenu du site Internet ouvert début 2003.

☞ Perspectives d'évolution

Conçue de longue date comme l'une des garanties d'un traitement juste et efficace des demandes d'asile », l'information sur les pays d'origine tend de plus en plus à voir son rôle précisé et les modalités de son utilisation définies, notamment du fait de l'harmonisation européenne. L'article 7 du projet de directive dite "procédure" en fait l'une des conditions d'un "examen approprié des demandes d'asile".

Dans ce contexte et en vue de recourir à des règles de méthodologie commune, la Commission européenne a consacré la seconde réunion du groupe EURASIL à cette question, les 18 et 19 novembre 2002. Représenté au sein de la délégation française, le service a participé à cette réunion où il a ainsi rencontré et établi des relations avec ses homologues de l'Union Européenne ainsi que des Etats Unis et du Canada.

V1. LES MOYENS.

1. Les ressources humaines.

Année de transition, 2002 s'inscrit dans la continuité des années précédentes tout en étant singulière à divers titres :

➤ Une croissance soutenue des effectifs accompagnant la hausse de la demande d'asile, qui s'inscrit d'ores et déjà dans la perspective de la réforme de l'asile.

➤ Une généralisation des concours, propres à l'OFPRA ou interministériels, qui positionne l'Etablissement dans le droit commun tout en ouvrant des possibilités d'évolution aux agents.

➤ La mise en place d'outils de formation qui permettent d'étayer l'offre linguistique existante d'une part, et de proposer des modules opératoires en vue d'intégrer de nouveaux arrivants de l'autre.

➤ L'aménagement et la réduction du temps de travail, entérinés par l'adoption d'un règlement intérieur.

➤ La résorption de l'emploi précaire et le recrutement externe, avec la mise en œuvre de la Loi dite « Sapin ».

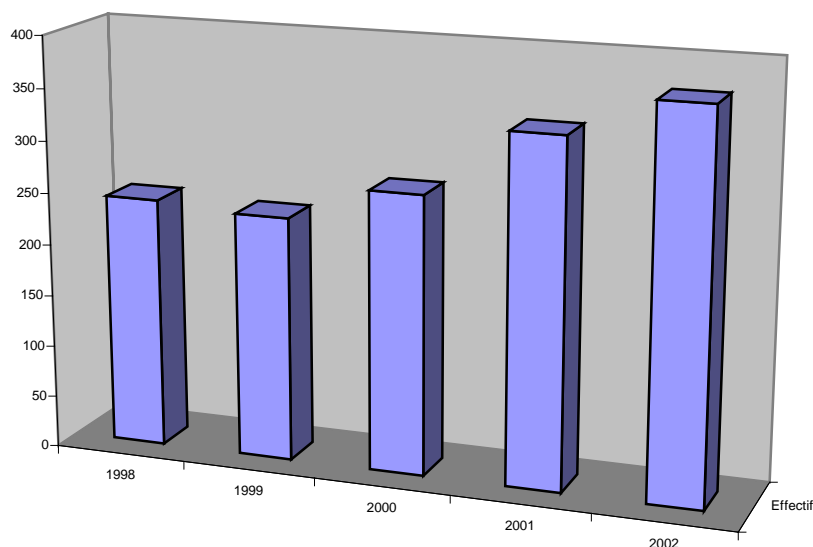
1.1. Une croissance soutenue des effectifs.

L'effectif budgétaire en 2002 est de 406 postes pour l'Etablissement (OFPRA + CRR), soit une hausse de 54 postes qui intègre le transfert de 5 agents de catégorie C du ministère des affaires étrangères. Hors C-MAE, ces postes sont destinés :

- d'une part, au traitement des dossiers en instance (recrutement au 1^{er} octobre 2001, et pour 15 mois, de 30 agents contractuels de catégorie A affectés à la division Eurafrique plus 15 adjoints de catégorie C) ;

- d'autre part, à l'absorption de l'augmentation des flux (création de 3 postes titulaires de catégorie A et 1 de catégorie C).

Une croissance continue des effectifs depuis 1998 :



La variation brute des effectifs en activité sur les deux derniers exercices est de + 11 %. En tenant compte du personnel en détachement, en disponibilité ou en congé sans traitement, la variation nette s'établit à un solde positif de 25 agents marquée par :

- l'arrivée de 18 nouveaux agents de catégorie C - dont un emploi réservé - au titre du concours d'adjoint de protection de 2001 ;

- le recrutement de 5 nouveaux agents de catégorie B au titre des concours communs interministériels de secrétaire de protection de 2002 ;

- la nomination de 2 nouveaux agents de catégorie A sur la liste complémentaire au titre du concours d'officier de protection organisé en 2001.

Les mouvements du personnel détaché dans les autres administrations ou en détachement à l'OFPPA se soldent, en fin d'année, par une sortie de 3 agents, soit à peine 1 % de l'effectif moyen de la période considérée.

Enfin, la répartition contractuels / agents titulaires croît pour la troisième année consécutive au profit des premiers et s'établit à une proportion de 1 pour 4 fin 2002.

1.2. Un recours accru aux concours, gage de qualité.

2002 a été marquée par un recours accru aux concours qu'il s'agisse :

- de la clôture, en début d'année, du concours d'adjoint de protection organisé en 2001 ;

- de l'ouverture de deux concours interministériels de catégorie B, l'un au titre de 2002 et organisé en commun avec le ministère de l'équipement, du transport et du logement et le ministère de l'intérieur, l'autre au titre de 2003 avec le ministère de l'intérieur.

Ces concours ont permis l'accueil de 23 nouveaux agents (17 au titre du concours C, 1 emploi réservé et 5 au titre du concours commun B). L'OFPRA s'est ainsi enrichi de nouvelles compétences humaines en intégrant un nouveau savoir-faire, d'autres méthodes de travail ou regards neufs sur ses activités.

1.3. La mise en place d'outils de formation pour répondre à un double besoin, récurrent et conjoncturel.

Outre la préparation aux concours, 2002 a été également l'année de la mise en place de formations linguistiques spécifiques à l'Etablissement en complément de celles organisées par le ministère des affaires étrangères, ces dernières étant principalement axées sur les langues rares. Cent agents ont ainsi pu profiter de cours dispensés sur place en anglais, espagnol, arabe et portugais.

La période a également vu la généralisation de modules de formation destinés à l'intégration des nouveaux officiers de protection, connaissance rodée dans la perspective des nouveaux arrivants.

1.4. L'aménagement et la réduction du temps de travail, avec la préservation des acquis antérieurs.

La mise en application du décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et la réduction du temps de travail dans la fonction publique s'est accompagnée d'une consultation des agents.

Trois régimes horaires hebdomadaires ont ainsi été retenus : 35h, 36h40 et 37h30 donnant droit respectivement à 0, 10 ou 15 jours d'ARTT. Le principe de l'horaire variable, déjà en place, a été consolidé.

Ces diverses modalités ont été étayées et reprises dans le règlement intérieur, établi pour la première fois et avalisé par le comité technique paritaire du 14 juin 2002.

1.5. La résorption de l'emploi précaire et le recrutement externe avec la mise en œuvre de la Loi dite « Sapin ».

En l'absence d'agents éligibles au Titre I de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 dite "Loi SAPIN" relatif à la résorption de l'emploi précaire, l'OFPRA a organisé fin 2002 un recrutement sans concours d'agents de protection, en application du Titre II de la Loi.

Ainsi, 18 agents ont été titularisés, 12 sur liste principale et 6 sur liste complémentaire qui comporte 22 agents. Ce recrutement s'est également traduit par l'arrivée de 6 agents externes.

* * *

Enfin, la fin de l'année a été marquée par l'ouverture d'un vaste chantier qui amplifie les principales tendances observées précédemment : le recrutement au 1^{er} janvier 2003 de 108 agents contractuels (**79 de catégorie A**, 4 de catégorie B et 25 de catégorie C). Sur la base de ces seuls chiffres l'OFPRA compterait près de **500 personnes en 2003, soit une augmentation des effectifs de 30 % avec une part de contractuels de 36 %**.

Il s'agit sans conteste d'un changement significatif d'échelle, dont la première traduction a été au cours du second semestre 2001, la recherche de nouveaux locaux permettant d'accueillir tous les services sur un même site. Le déménagement est prévu pour le début du mois de septembre 2003.

2. Les actions informatiques

Année de consolidation et de montée en charge des projets informatiques initiés en 2001, l'année **2002** aura également vu d'importantes évolutions du système de production ainsi que l'émergence des domaines Intra et Internet.

Dans le domaine de la **production**, on notera principalement :

- **de profondes modifications de l'application INEREC**, relatives : - ① à la gestion informatisée des mineurs accompagnant leurs parents demandeurs d'asile par l'enregistrement complet de la composition familiale, - ② à une meilleure traçabilité des dossiers dans la chaîne de traitement, - ③ à la réforme des archives avec un classement par zone, - ④ à l'apparition du "copier/coller" qui évite les frappes redondantes, - ⑤ à la modernisation des périphériques d'impression datant de plus de douze ans, - ⑥ à l'interfaçage avec un système performant de gestion des convocations dans l'optique de l'entretien généralisé ;

- **l'informatisation du processus de convocation**, avec le développement en 2002 des premiers modules d'une application spécifique propre à assurer la coordination des ressources (agents, interprètes, boxes d'accueil), en centralisant de manière organisée les informations à destination des officiers de protection, de l'encadrement et des services de l'interprétariat et de l'accueil ;

- l'élaboration de **tableaux de bord statistiques dynamiques** ;

- la pratique devenue récurrente et maîtrisée de sessions de **visio-entretiens**.

Parallèlement, le domaine **bureautique** aura connu un travail conséquent de **consolidation** et de **mise à profit** des déploiements massifs de 2001 destinés à équiper chaque agent d'un poste de travail, avec notamment :

- **l'accompagnement soutenu** des utilisateurs face à ces nouveaux outils ;

- **l'ensemble des acquisitions et des travaux nécessaires à la migration en 2003** des serveurs et des postes de travail vers la technologie bureautique la plus récente, compatible avec les messageries Internet ;

- **l'enrichissement du domaine Intranet** avec le démarrage pilote d'un portail métier (matériel et logiciel) qui dispose de manière cohérente, informations et applications Web spécialisées ;

- **l'ouverture vers l'extérieur**, concrétisée par le démarrage du **premier site Web de l'OFPPRA**, la mise en place de **bornes Internet** et la dotation pour chaque agent d'**adresses électroniques** en @ofppra.gouv.fr, permettant d'offrir à l'Etablissement un positionnement plus approprié sur l'espace public et représentant un atout important pour l'accomplissement de ses missions.

Par ailleurs, des réflexions portant sur la modernisation du système **dactyloscopique** (Morpho et lien avec Eurodac), sur **l'échange** de données informatisées avec d'autres ministères (Intérieur, Emploi) et sur la convergence vers un **système intégré de gestion des ressources humaines** de données provenant d'applications éparses, redondantes et obsolètes, auront permis au travers de comités ad-hoc, l'avancement de ces projets pluriannuels.

Enfin, il apparaît opportun de souligner que l'amélioration de l'ergonomie bureautique, les enrichissements importants du domaine de production et l'ouverture de l'Etablissement sur la sphère Internet, sont autant d'éléments permettant d'escompter de rapides retours sur investissement, liés à des gains substantiels en termes de méthode et de productivité.



En 2002 l'OFPPRA, n'a pas réduit son « stock ». Les raisons en sont multiples :

- afflux des demandes nouvelles (+8%).
- entrée en vigueur de l'ARTT qui a fait perdre à l'Etablissement une partie de sa capacité de travail.
- poursuite de la généralisation des convocations et difficulté croissante des dossiers, notamment les dossiers africains.
- nécessité de répondre, de plus en plus, à de très nombreuses demandes d'interventions.

L'année 2002 qui coïncidait avec le cinquantième anniversaire de l'OFPPRA aura été par ailleurs celle du coup d'envoi de la réforme de l'asile qui ne va pas manquer d'entraîner des modifications en profondeur pour l'établissement.

Elle a été marquée, au premier semestre, par le dépôt de plusieurs audits, dont l'un porte plus spécialement sur les moyens et la productivité de l'OFPPRA.

Le coup d'envoi réel a été donné par le Ministre des Affaires Etrangères, lors du Conseil des Ministres du 25 septembre, par le biais d'une communication « sur le réforme des procédures d'asile» .

L'OFPRA y est appelé à jouer un rôle central dans le dispositif français d'asile, avec, en perspective, un objectif de réduction drastique des délais de traitement des dossiers.

L'OFPRA deviendra, à compter du 1^{er} janvier 2004, le « guichet unique » de toute demande d'asile, la Commission des Recours des Réfugiés devenant quant à elle, la voie de recours de tous les demandeurs déboutés du droit d'asile. L'asile territorial sera remplacé par la protection subsidiaire, régime de protection internationalement reconnu, dont l'OFPRA assurera le traitement.

L'OFPRA s'est préparé dès l'été 2002 à ces perspectives en déterminant notamment ses besoins en vue d'une opération de « normalisation » à mener tout au long de l'année 2003.

Des moyens supplémentaires ont été accordés à l'Etablissement à travers une procédure ayant débuté en juillet 2002 (PLF 2003) et poursuivie en octobre et en novembre. Ces moyens ont notamment permis de procéder, les deux derniers mois de l'année à une campagne de recrutement de nouveaux agents, et notamment d'officiers de protection, en vue de l'opération de résorption des dossiers en attente et de réduction des délais. Ces recrutements ont pour l'essentiel été achevés au 31 décembre.

Dans le même temps les négociations en discussion en vue du déménagement et du regroupement des services de l'OFPRA sur un nouveau site à Val-de-Fontenay se sont poursuivies et ont abouti en février 2003.

L'OFPRA reste particulièrement attentif, dans ce contexte, à la poursuite maîtrisée de ses objectifs.

Pierre VIAUX
Directeur de l'OFPRA
le 22 avril 2003

Annexes

	Nbre de pages
Remarques méthodologiques	1
<u>Annexe 1</u> : Demande d’asile comparée 2001-2002	1
<u>Annexe 2</u> : Demandes d’asile, réexamens et décisions prises par l’OFPRA en 2002	1
<u>Annexe 3</u> : Demandes d’asile comparées par division géographique en 2002.....	1
<u>Annexe 4</u> : Demandes d’asile, réexamens, et décisions prises par nationalité en 2002	3
<u>Annexe 5</u> : Premières demandes d’asile mensuelles en 2002.....	2
<u>Annexe 6</u> : Demandeurs d’asile en 2002, répartition par sexe, âge et situation familiale.....	1
<u>Annexe 7</u> : Demandes d’asile par département d’APS et par département de résidence	1
<u>Annexe 8</u> : Demandes mensuelles de réexamen en 2002.....	2
<u>Annexe 9</u> : Demandes d’asile et réexamens 2002 sur procédure prioritaire.....	2
<u>Annexe 10</u> : Décisions prises en première instance (hors CRR) en 2002	1
<u>Annexe 11</u> : Reconnaissances du statut de réfugié 2002 selon le motif	1
<u>Annexe 12</u> : Taux d’accord OFPRA et taux global d’admission – année 2002 pour quelques nationalités parmi les plus significatives	1
<u>Annexe 13</u> : Nombres et taux d’accord et de rejet depuis 1981	1
<u>Annexe 14</u> : Activité de la division de la protection - année 2002.....	1
<u>Annexe 15</u> : Estimation du nombre de réfugiés statutaires au 31 décembre 2002	2
<u>Annexe 16</u> : Activité du service de l’accueil – année 2002.....	1
<u>Annexe 17</u> : Mineurs accompagnants – Demandes et décisions 2002	1

REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES

- Les données 2002 ont été arrêtées au 24 mars 2003.

- **Les divisions géographiques sont réparties comme suit :**

* **Europe & Bassin méditerranéen (EUR)**, y compris Turquie, Moyen et Proche-Orient, Péninsule Arabique, Asie Centrale.

L'ensemble ex-yougoslave correspond aux nationalités bosniaque, croate, ex-macédonienne, slovène et yougoslave.

L'ensemble ex-soviétique correspond aux nationalités arménienne, azerbaïdjanaise, biélorusse, géorgienne, kazakh, kirghiz, lettone, lituanienne, moldave, ouzbek, russe, tadjik, turkmène et ukrainienne.

La section en charge des Apatrides est rattachée à la division Europe.

* **Asie (ASI)**, y compris Mongolie et Pakistan.

* **Afrique-Amériques (AFM)**, Afrique sub-saharienne hors Maghreb, Mauritanie, Corne de l'Afrique et Soudan compris.

* A ces 3 divisions chargées de traiter le flux, a été ajoutée en décembre 2001, **la division EURAFRIQUE (EFI)**, plus spécialement chargée de traiter une partie du stock européen et africain.

L'ofpra a choisi de présenter les données par nationalité, par continent plutôt que par division géographique (cf. annexes IV, V, VIII et XIV), dans la mesure où certaines nationalités sont, avec la création d'Eurafrrique, désormais traitées par 2 divisions distinctes.

- Les données relatives aux nationalités comptant moins de 5 demandes déposées, ou moins de 5 réfugiés reconnus dans l'année considérée, sont **confidentielles** pour des raisons de sécurité des personnes.

- **Les décisions** : CR = reconnaissance du statut de réfugié ; RJ = rejet d'une demande d'asile ; AN = reconnaissance suite à annulation de la Commission des Recours des Réfugiés (C.R.R.) => total décisions ofpra = CR + RJ

Calcul du taux d'accord < 2001 = $(CR \text{ dont AN}) / \text{total décisions } (CR \text{ dont AN } + RJ) \%$

Depuis 2001, calcul du **taux d'accord O.F.P.R.A.** = $CR \text{ (hors AN)} / \text{total décisions ofpra } (CR + RJ) \%$

Calcul du **taux global d'admission** = $(CR + AN) / \text{total décisions ofpra } (CR + RJ) \%$, les AN se substituant à des RJ antérieurement comptabilisés.

- Les décisions prises au cours d'une année donnée ne correspondent pas forcément à des demandes déposées la même année, mais peuvent correspondre à des demandes déposées antérieurement.

- **Les stocks** correspondent aux dossiers de demandes d'asile déposées depuis de plus de quatre mois et encore sans décision.

- **Les délais de traitement** correspondent au nombre de jours écoulés entre le dépôt de la demande d'asile et la prise de décision ; les dossiers en attente de décision sont, de fait, exclus du calcul.

A noter que plus l'on traite des dossiers anciens, c'est-à-dire plus l'on "déstocke", plus le délai de traitement aura tendance à s'allonger.

- **Les enfants mineurs accompagnants les demandeurs d'asile** sont enregistrés à titre personnel en tant que tels dans la base informatique depuis le mois de mai 2002 : leur enregistrement étant de fait incomplet pour l'année, ils sont encore comptabilisés à part.

Les enfants de réfugiés, qui étaient jusqu'à lors comptés comme primo-entrants, puis primo-réfugiés, au moment où ils demandaient l'asile à titre personnel entre 16 et 18 ans, ne sont plus comptés en tant que tels, puisqu'ils bénéficiaient déjà automatiquement de la reconnaissance du statut de réfugié accordée antérieurement à leurs parents.

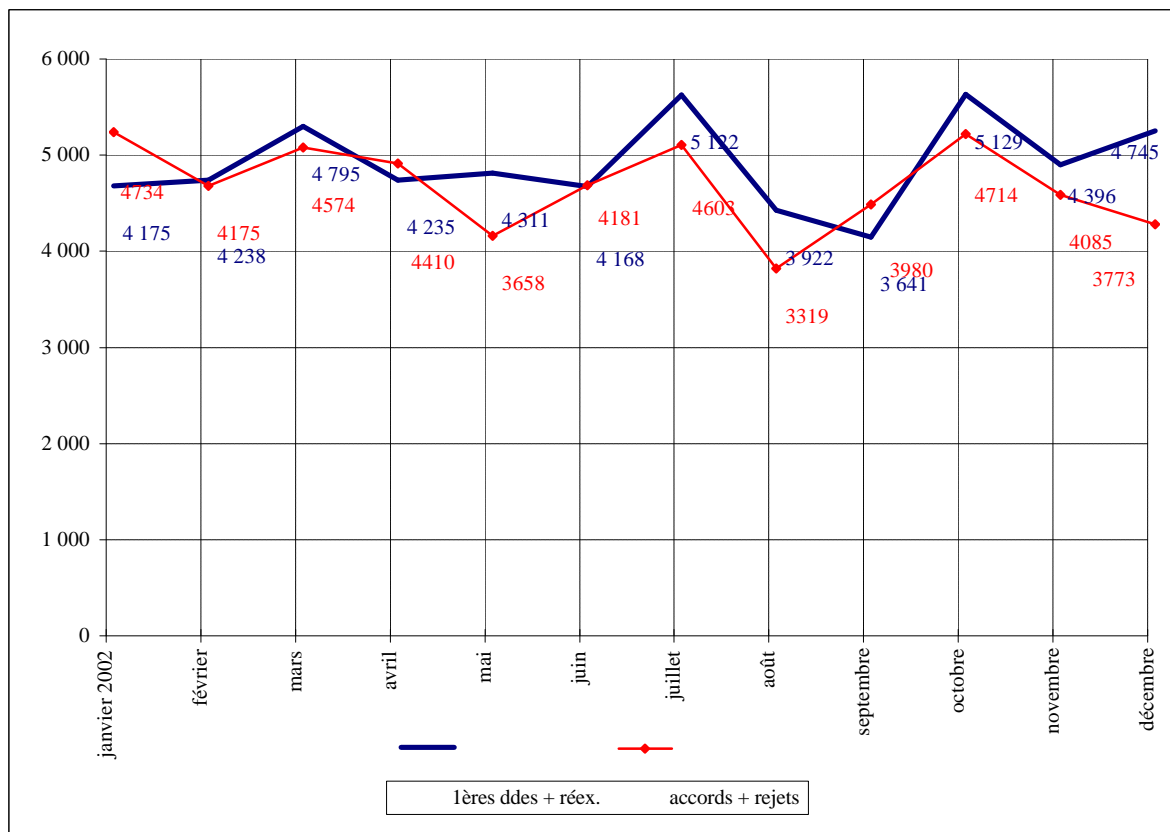
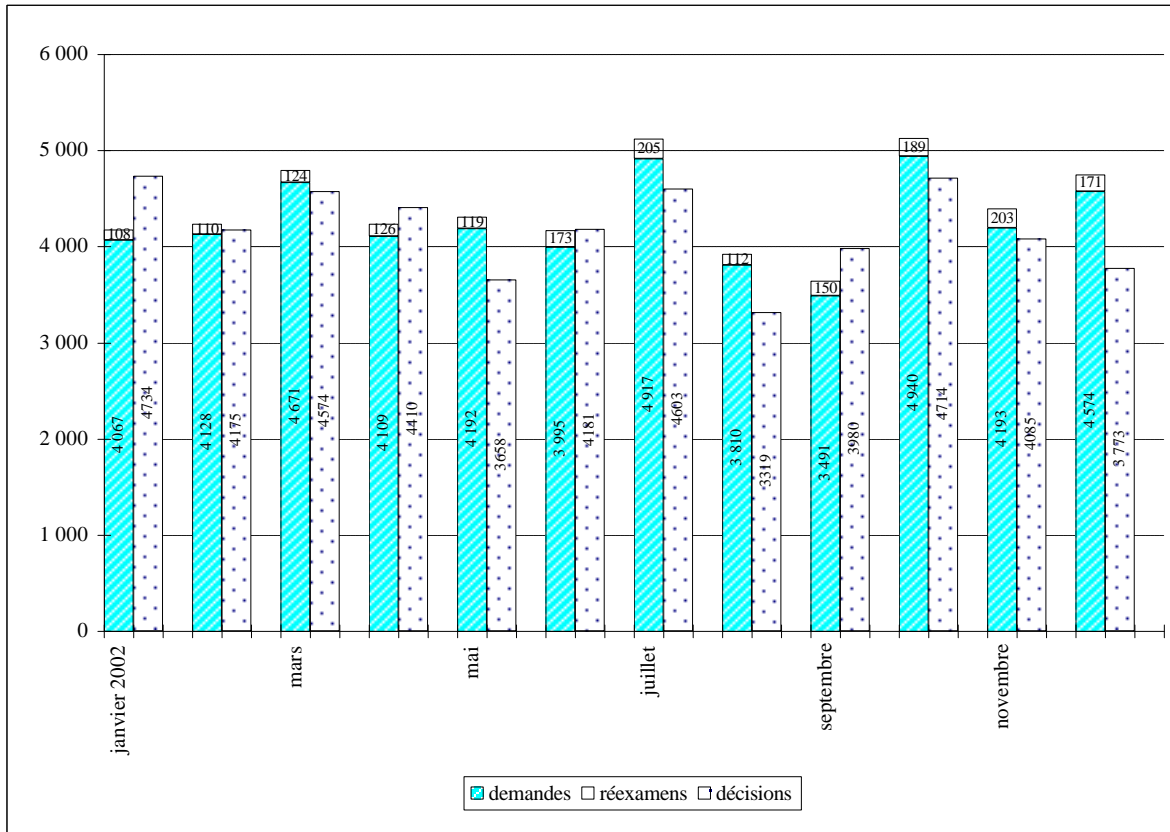
ANNEXE I

LA DEMANDE D'ASILE COMPARÉE 2001 - 2002

	2001	2002	évolution 2002/2001 %
Premières demandes	47 291	51 087	8,0%
Réexamens	1 369	1 790	30,8%
Total demandes hors mineurs	48 660	52 877	8,7%
Premières demandes mineurs*	7 000	7 900	
Total demandes	55 660	60 777	9,2%
Accords	5 049	6 326	25,3%
Taux accord ofpra %	12,4%	12,6%	
Rejets	35 730	43 880	22,8%
Total décisions O.F.P.R.A. (hors mineurs)	40 779	50 206	23,1%
Accords suite annulation C.R.R.	2 274	2 169	-4,6%
Total accords	7 323	8 495	16,0%
Taux global d'admission %	18%	17%	

* Mineurs : 2001 = estimation manuelle ; 2002 = projection sur 12 mois des données enregistrées de mai à déc

ANNEXE II
DEMANDES D'ASILE, RÉEXAMENS ET DÉCISIONS PRISES
PAR L'O.F.P.R.A.* EN 2002 (hors mineurs accompagnants)



* hors CR suite à annulation C.R.R.

ANNEXE III

O.F.P.R.A. LA DEMANDE D'ASILE COMPARÉE PAR DIVISION GÉOGRAPHIQUE - année 2002

HORS MINEURS ACCOMPAGNANTS

	Europe & bassin méd.		Asie		Afrique-Amériques		total 1ères demandes		total réexamens		TOTAL DEMANDES	
	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution
décembre 2001	1 573		570		1 993		4 136		85		4 221	
janvier 2002	1 553	-1%	535	-6%	1 979	-1%	4 067	-2%	108	27%	4 175	-1%
février	1 640	6%	512	-4%	1 976	-0,2%	4 128	1%	110	2%	4 238	2%
mars	1 748	7%	684	34%	2 239	13%	4 671	13%	124	13%	4 795	13%
avril	1 547	-11%	541	-21%	2 021	-10%	4 109	-12%	126	2%	4 235	-12%
mai	1 640	6%	595	10%	1 957	-3%	4 192	2,0%	119	-6%	4 311	1,8%
juin	1 504	-8%	502	-16%	1 989	2%	3 995	-5%	173	45%	4 168	-3%
juillet	1 847	23%	750	49%	2 320	17%	4 917	23%	205	18%	5 122	23%
août	1 429	-23%	678	-10%	1 703	-27%	3 810	-23%	112	-45%	3 922	-23%
septembre	1 439	1%	527	-22%	1 525	-10%	3 491	-8%	150	34%	3 641	-7%
octobre	2 302	60%	570	8%	2 068	36%	4 940	42%	189	26%	5 129	41%
novembre	1 976	-14%	460	-19%	1 757	-15%	4 193	-15%	203	7%	4 396	-14%
décembre	2 113	7%	540	17%	1 921	9%	4 574	9%	171	-16%	4 745	8%

	Europe & bassin méd.		Asie		Afrique-Amériques		total 1ères demandes		total réexamens		TOTAL DEMANDES	
	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution
cumul 12 mois 2001	18 448		7 701		21 142		47 291		1 369		48 660	
cumul 12 mois 2002	20 738	12,4%	6 894	-10,5%	23 455	10,9%	51 087	8,0%	1 790	30,8%	52 877	8,7%

moyennes	Europe & bassin méd.		Asie		Afrique-Amériques		total 1ères demandes		total réexamens		TOTAL DEMANDES	
	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution	nb	évolution
1er trim 2002	1 647		577		2 065		4 289		114		4 403	
2ème trim 2002	1 564	-5%	546	-5%	1 989	-4%	4 099	-4%	139	22%	4 238	-4%
3ème trim 2002	1 572	1%	652	19%	1 849	-7%	4 073	-1%	156	12%	4 228	0%
4ème trim 2002	2 130	36%	523	-20%	1 915	4%	4 569	12%	188	21%	4 757	12%
rappel année 2001	1 537		642		1 762		3 941		114		4 055	
12 mois 2002	1 728	12,4%	575	-10,5%	1 955	10,9%	4 257	8,0%	149	30,8%	4 406	8,7%

ANNEXE IV

Année 2002

DEMANDES D'ASILE, RÉEXAMENS ET DÉCISIONS PRISES PAR NATIONALITÉ - hors mineurs accompagnants -

CONTINENT	O.F.P.R.A.			décisions OFPRA				admission globale		
	1ères demandes	réexamens	total	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Europe	16 864	751	17 615	15 245	1 935	13 310	12,7%	836	2 771	18,2%
section Apatrides	131		131	87	55	32	63,2%		55	63,2%
Asie	7 639	478	8 117	8 108	1 085	7 023	13,4%	545	1 630	20,1%
Afrique	24 114	397	24 511	24 043	3 007	21 036	12,5%	646	3 653	15,2%
Amériques	2 339	164	2 503	2 723	244	2 479	9,0%	142	386	14,2%
TOTAL	51 087	1 790	52 877	50 206	6 326	43 880	12,6%	2 169	8 495	16,9%

CR = accord ; RJ = rejet ; AN = annulation C.R.R.

taux accord ofpra % = CR / total décisions ofpra (CR + RJ) %

% CRT = taux global admission % = CR+AN / total décisions OFPRA (CR + RJ) %

Les données relatives aux nationalités comptant moins de 5 demandes déposées, ou moins de 5 réfugiés reconnus dans l'année considérée, sont confidentielles pour des raisons de sécurité des personnes.

Europe & BM	O.F.P.R.A.			décisions OFPRA				admission globale		
	1ères demandes	réexamens	total	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Albanie	435	21	456	546	40	506	7,3%	76	116	21,2%
Arménie	963	36	999	566	36	530	6,4%	56	92	16,3%
Azerbaïdjan	375	22	397	257	32	225	12,5%	61	93	36,2%
Biélorussie	284	8	292	203	13	190	6,4%	6	19	9,4%
Bosnie Herz.	517	10	527	593	342	251	57,7%	22	364	61,4%
Bulgarie	48		48						< 5	
Croatie	8		8	27	12	15	44,4%		12	44,4%
Estonie	9		9	4		4				
ex-Yougoslavie	5		5	15	12	3	80,0%		12	80,0%
FYROM	292	7	299						< 5	
Géorgie	1 554	38	1 592	1 112	59	1 053	5,3%	56	115	10,3%
Hongrie	24		24						< 5	
Kazakhstan	195	19	214	115	21	94	18,3%	16	37	32,2%
Kirghizistan	71	2	73	28	2	26	7,1%	3	5	17,9%
Lettonie	20	1	21						< 5	
Lituanie	22	2	24						< 5	
Moldavie	1 033	32	1 065	782	8	774	1,0%	15	23	2,9%
Ouzbékistan	96	1	97	63	12	51	19,0%	5	17	27,0%
Pologne	12		12	13		13				
Roumanie	131	3	134						< 5	
Russie	1 741	73	1 814	1 583	484	1 099	30,6%	119	603	38,1%
Slovaquie	62		62	39	1	38	2,6%	8	9	23,1%
Tadjikistan	20	2	22	20		20				
Tchéquie	5		5	6		6				
Turquie	6 582	406	6 988	5 996	417	5 579	7,0%	248	665	11,1%
Ukraine	728	22	750	620	12	608	1,9%	36	48	7,7%
Yougoslavie	1 624	45	1 669	2 083	423	1 660	20,3%	102	525	25,2%
autres Europe	8	1	9	574	9	565	1,6%	7	16	2,8%
TOTAL	16 864	751	17 615	15 245	1 935	13 310	12,7%	836	2 771	18,2%

ANNEXE IV

Année 2002

DEMANDES D'ASILE, RÉEXAMENS ET DÉCISIONS PRISES PAR NATIONALITÉ - hors mineurs accompagnants -

Asie	O.F.P.R.A.			décisions OFPRA				admission globale		
	1ères demandes	réexamens	total	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Afghanistan	260	3	263	264	89	175	33,7%	4	93	35,2%
Bangladesh	668	133	801	645	32	613	5,0%	75	107	16,6%
Bhoutan	11	2	13						< 5	
Birmanie	8	5	13	21	1	20	4,8%	7	8	38,1%
Cambodge	166	9	175	183	69	114	37,7%	5	74	40,4%
Chine	2 869	16	2 885	2 575	17	2 558	0,7%	8	25	1,0%
Inde	448	6	454	372	8	364	2,2%	20	28	7,5%
Irak	246	9	255	209	67	142	32,1%	42	109	52,2%
Iran	118	16	134	246	32	214	13,0%	34	66	26,8%
Israël	10		10	8		8				
Laos	21		21	27	22	5	81,5%		22	81,5%
Liban	32	4	36	36	4	32	11,1%	4	8	22,2%
Mongolie	112		112						< 5	
Népal	10	1	11	4		4				
Pakistan	438	11	449	357	11	346	3,1%	7	18	5,0%
Palestine (autor.)	43		43						< 5	
Sri Lanka	1 992	258	2 250	2 862	630	2 232	22,0%	331	961	33,6%
Syrie	30		30	43	20	23	46,5%	3	23	53,5%
Thaïlande	39		39	33		33				
Vietnam	79	2	81	98	79	19	80,6%	1	80	81,6%
autres Asie	39	3	42	125	4	121	3,2%	4	8	6,4%
TOTAL	7 639	478	8 117	8 108	1 085	7 023	13,4%	545	1 630	20,1%

Amériques	O.F.P.R.A.			décisions OFPRA				admission globale		
	1ères demandes	réexamens	total	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Argentine	7		7	2		2				
Bolivie	9		9						< 5	
Colombie	157	3	160	189	29	160	15,3%	2	31	16,4%
Cuba	25		25	26	8	18	30,8%	1	9	34,6%
Equateur	60	1	61	70	3	67	4,3%	7	10	14,3%
Guyana	56		56	23		23				
Haïti	1 904	160	2 064	2 269	180	2 089	7,9%	130	310	13,7%
Pérou	110		110	118	21	97	17,8%	2	23	19,5%
autres Amériques	11	-	11	26	3	23	11,5%		3	11,5%
TOTAL	2 339	164	2 503	2 723	244	2 479	9,0%	142	386	14,2%

ANNEXE IV

Année 2002

**DEMANDES D'ASILE, RÉEXAMENS
ET DÉCISIONS PRISES PAR NATIONALITÉ
- hors mineurs accompagnants -**

Afrique	O.F.P.R.A.			décisions OFPRA				admission globale		
	1ères demandes	réexamens	total	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Afrique du sud	5		5	4		4				
Algérie	2 865	23	2 888	2 636	68	2 568	2,6%	102	170	6,4%
Angola	1 590	31	1 621	1 003	184	819	18,3%	35	219	21,8%
Bénin	37		37						< 5	
Burkina Faso	33		33	52		52				
Burundi	62		62	71	27	44	38,0%	1	28	39,4%
Cameroun	639	1	640	543	46	497	8,5%	8	54	9,9%
Centrafrique	460	11	471	338	85	253	25,1%	9	94	27,8%
Comores	60		60	78	5	73	6,4%	1	6	7,7%
Congo	2 266	27	2 293	2 641	433	2 208	16,4%	80	513	19,4%
Côte d'Ivoire	600	3	603	604	70	534	11,6%	5	75	12,4%
Djibouti	27	1	28						< 5	
Egypte	30		30	17	4	13	23,5%	1	5	29,4%
Erythrée	22		22						< 5	
Ethiopie	59	1	60	26	20	6	76,9%	2	22	84,6%
Gabon	19		19	24		24				
Gambie	24	3	27						< 5	
Ghana	80	6	86	93	17	76	18,3%	1	18	19,4%
Guinée Bissau	123	4	127	192	40	152	20,8%	1	41	21,4%
Guinée Conakry	753	24	777	937	58	879	6,2%	35	93	9,9%
Libéria	121	1	122						< 5	
Libye	6		6						< 5	
Madagascar	312	1	313						< 5	
Mali	2 413	18	2 431	2 611	4	2 607	0,2%	7	11	0,4%
Maroc	53	1	54	53	3	50	5,7%	2	5	9,4%
Maurice (Ile)	14		14	16		16				
Mauritanie	2 998	78	3 076	2 910	354	2 556	12,2%	107	461	15,8%
Niger	29		29	11		11				
Nigéria	884	11	895	873	23	850	2,6%	7	30	3,4%
RDCongo	5 260	115	5 375	5 661	1 058	4 603	18,7%	178	1 236	21,8%
Rwanda	303	10	313	268	217	51	81,0%	12	229	85,4%
Sénégal	491	14	505	555	1	554	0,2%	18	19	3,4%
Sierra Leone	545	4	549	984	73	911	7,4%	4	77	7,8%
Somalie	115		115	93	38	55	40,9%	2	40	43,0%
Soudan	136	3	139	68	13	55	19,1%	10	23	33,8%
Tchad	291	4	295	177	75	102	42,4%	5	80	45,2%
Togo	327	1	328	231	56	175	24,2%	3	59	25,5%
Tunisie	42	1	43	41	14	27	34,1%	4	18	43,9%
autres Afrique	20	-	20	232	21	211	9,1%	6	27	11,6%
TOTAL	24 114	397	24 511	24 043	3 007	21 036	12,5%	646	3 653	15,2%

ANNEXE V

ANNÉE 2002

PREMIERES DEMANDES D'ASILE MENSUELLES

DIVISION GEO	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
Europe & BM	1 553	1 640	1 748	1 547	1 640	1 504	1 847	1 429	1 439	2 302	1 976	2 113	20 738
Asie	535	512	684	541	595	502	750	678	527	570	460	540	6 894
Afrique-Amériques	1 979	1 976	2 239	2 021	1 957	1 989	2 320	1 703	1 525	2 068	1 757	1 921	23 455
TOTAL	4 067	4 128	4 671	4 109	4 192	3 995	4 917	3 810	3 491	4 940	4 193	4 574	51 087

CONTINENT	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
EUROPE	1 159	1 277	1 358	1 253	1 357	1 209	1 506	1 181	1 192	1 955	1 656	1 761	16 864
ASIE	594	560	750	575	636	545	813	717	579	646	552	672	7 639
AFRIQUE	1 997	2 007	2 224	2 083	1 956	2 054	2 391	1 764	1 611	2 197	1 881	1 949	24 114
AMERIQUES	304	274	318	188	231	181	193	139	108	127	98	178	2 339
Apatrides	13	10	21	10	12	6	14	9	1	15	6	14	131
TOTAL	4 067	4 128	4 671	4 109	4 192	3 995	4 917	3 810	3 491	4 940	4 193	4 574	51 087

EUROPE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
Albanie	40	42	39	31	34	41	27	32	36	44	27	42	435
Arménie	52	56	80	48	71	77	98	93	83	126	81	98	963
Azerbaïdjan	15	19	34	33	18	26	38	42	18	64	36	32	375
Bielorussie	10	19	22	17	33	22	25	24	17	28	43	24	284
Bosnie Herz.	40	48	37	36	40	29	51	36	25	61	46	68	517
Bulgarie	1	7	2	1	4		3	5	2	6	8	9	48
Croatie		1	2		1		1		1	1	1		8
Estonie	1				1				2	2	3		9
ex-Yougoslavie	1		2	1	1								5
FYROM	31	32	29	25	28	17	24	11	14	33	24	24	292
Géorgie	92	96	121	115	131	129	155	132	140	151	150	142	1 554
Hongrie	3	1		2	1	9	2	3	2			1	24
Kazakhstan	11	28	8	11	14	12	26	11	24	14	17	19	195
Kirghizistan	1	6	5	2	4	1	5	4	11	8	9	15	71
Lettonie	5			1	1	1	2	5		3	1	1	20
Lituanie	2	1	4	4	2	2		2	1	3	1		22
Moldavie	56	93	82	63	69	67	95	71	98	105	96	138	1 033
Ouzbékistan	8	7	12	11	8	7	11	7	7	3	5	10	96
Pologne	1	1			2	2	2			2		2	12
Roumanie	7	6	7	5	16	9	7	11	16	17	12	18	131
Russie	131	123	129	137	112	124	163	150	139	215	168	150	1 741
Slovaquie	5	3	7	10	13	1	2	4	7	6	4		62
Tadjikistan		2	1	4	4		2			3	1	3	20
Tchéquie	1	1			2	1							5
Turquie	464	495	540	530	550	418	572	375	375	794	717	752	6 582
Ukraine	53	64	45	67	77	61	54	51	51	80	68	57	728
Yougoslavie	128	124	150	98	119	153	139	111	123	186	138	155	1 624
autres Europe	0	2	0	1	1	0	2	1	0	0	0	1	8
TOTAL	1 159	1 277	1 358	1 253	1 357	1 209	1 506	1 181	1 192	1 955	1 656	1 761	16 864

AMERIQUES	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
Argentine							2		1	1	3		7
Bolivie		1					1			5	2		9
Colombie	16	4	14	24	24	8	19	15	12	6	8	7	157
Cuba	1	3	2	1	2	4	3	3		4	1	1	25
Equateur	5	7	3	9	6	2	8	2	7	4	3	4	60
Guyana		1								1		54	56
Haïti	268	248	278	146	182	159	151	113	83	96	77	103	1 904
Pérou	11	10	21	6	17	5	8	6	4	9	4	9	110
autres Amériques	3	0	0	2	0	3	1	0	1	1	0	0	11
TOTAL	304	274	318	188	231	181	193	139	108	127	98	178	2 339

ANNEXE V

ANNÉE 2002

PREMIERES DEMANDES D'ASILE MENSUELLES

ASIE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
Afghanistan	17	14	21	7	7	14	34	17	20	24	39	46	260
Bangladesh	58	57	75	44	59	50	69	75	41	61	39	40	668
Bhoutan	1		1	1	2	2	1	2			1		11
Birmanie		1	1		1	1		2	1	1			8
Cambodge	16	17	23	30	7	14	10	10	5	13	15	6	166
Chine	220	190	251	207	252	204	355	310	280	235	162	203	2 869
Inde	34	40	36	27	29	35	36	54	35	44	33	45	448
Irak	22	14	16	12	11	17	13	14	11	22	28	66	246
Iran	9	11	14	10	10	9	11	3	8	11	9	13	118
Israël	3	1			5					1			10
Laos		3	4	6	1		1			5	1		21
Liban	3	4	5	3	1	1	1	2	1	5	5	1	32
Mongolie		7	5	7	5	6	20	10	7	13	19	13	112
Népal		1	1		1	2	1	1	1	1		1	10
Pakistan	57	27	51	32	35	29	41	35	30	33	22	46	438
Palestine (autor.)	3	1	4	1	4	1	2	3	6	8	7	3	43
Sri Lanka	144	138	207	171	198	149	205	168	116	155	165	176	1 992
Syrie	2	2	6		2	1	1		6	5	3	2	30
Thaïlande		1	10	2	3	1	7	2	6	2	2	3	39
Vietnam	5	17	15	11	1	6	3	8	4	4	1	4	79
autres Asie	0	14	4	4	2	3	2	1	1	3	1	4	39
TOTAL	594	560	750	575	636	545	813	717	579	646	552	672	7 639

AFRIQUE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
Afrique du sud		2		1					1		1		5
Algérie	313	295	294	237	222	232	251	185	182	238	217	199	2 865
Angola	106	145	155	153	150	133	153	105	96	144	133	117	1 590
Bénin	1	5	5	1	5	4	3	1	1	3	5	3	37
Burkina Faso	4	3	3	2	5	1	1	1		4	8	1	33
Burundi	3	2	6	1	7	3	7	2	7	11	6	7	62
Cameroun	43	52	55	61	51	57	63	57	47	58	51	44	639
Centrafrique	58	44	60	47	39	39	30	30	23	34	25	31	460
Comores	10	8	2	2	5	3	3		7	7	9	4	60
Congo	166	196	195	183	181	187	237	163	187	220	151	200	2 266
Côte d'Ivoire	48	33	49	30	46	50	65	41	23	59	71	85	600
Djibouti	2	3			3	2	2	1	4	5	3	2	27
Egypte	5	2	2		2	5	3	3	2	6			30
Erythrée	1	1	2	4	1	2	6	1	1	2		1	22
Ethiopie	6	2		3	18	2	3	3	3	9	6	4	59
Gabon	4		5	1			1	2	1	1	1	3	19
Gambie	1	2	1	3	5	3		5	1	1	1	1	24
Ghana	4	9	10	9	5	6	8	4	3	11	8	3	80
Guinée Bissau	16	14	10	7	11	3	8	7	10	8	17	12	123
Guinée Conakry	66	63	68	75	41	70	70	72	36	75	58	59	753
Libéria	4	5	4	3	9	10	16	19	10	17	9	15	121
Libye	1			1		1				1		2	6
Madagascar	6	6	12	15	16	30	47	39	33	44	37	27	312
Mali	267	215	215	222	170	237	292	196	162	166	137	134	2 413
Maroc	1	4	4	5	4	5	6	7	3	7	3	4	53
Maurice (Ile)	1	2		1				2	2	3	2	1	14
Mauritanie	242	228	334	313	274	266	309	189	160	260	197	226	2 998
Niger	1	3	3	3	2	2	4	2	2	1	3	3	29
Nigéria	69	75	57	50	63	72	91	72	61	94	91	89	884
RDC-ex Zaïre	341	396	481	446	451	459	499	395	361	517	448	466	5 260
Rwanda	30	24	14	33	17	16	18	18	28	31	35	39	303
Sénégal	44	46	47	46	43	46	57	37	36	30	21	38	491
Sierra Léone	77	57	60	48	43	50	48	25	28	37	37	35	545
Somalie	12	11	8	8	10	9	4	9	4	17	12	11	115
Soudan	5	9	15	5	9	4	21	9	11	22	16	10	136
Tchad	22	27	21	21	22	14	22	31	37	24	17	33	291
Togo	12	12	24	33	22	27	38	26	31	25	42	35	327
Tunisie	2	4	3	7	2	3	3	5	7	3	2	1	42
autres Afrique	3	2	0	3	2	1	2	0	0	2	1	4	20
TOTAL	1 997	2 007	2 224	2 083	1 956	2 054	2 391	1 764	1 611	2 197	1 881	1 949	24 114

ANNEXE VI

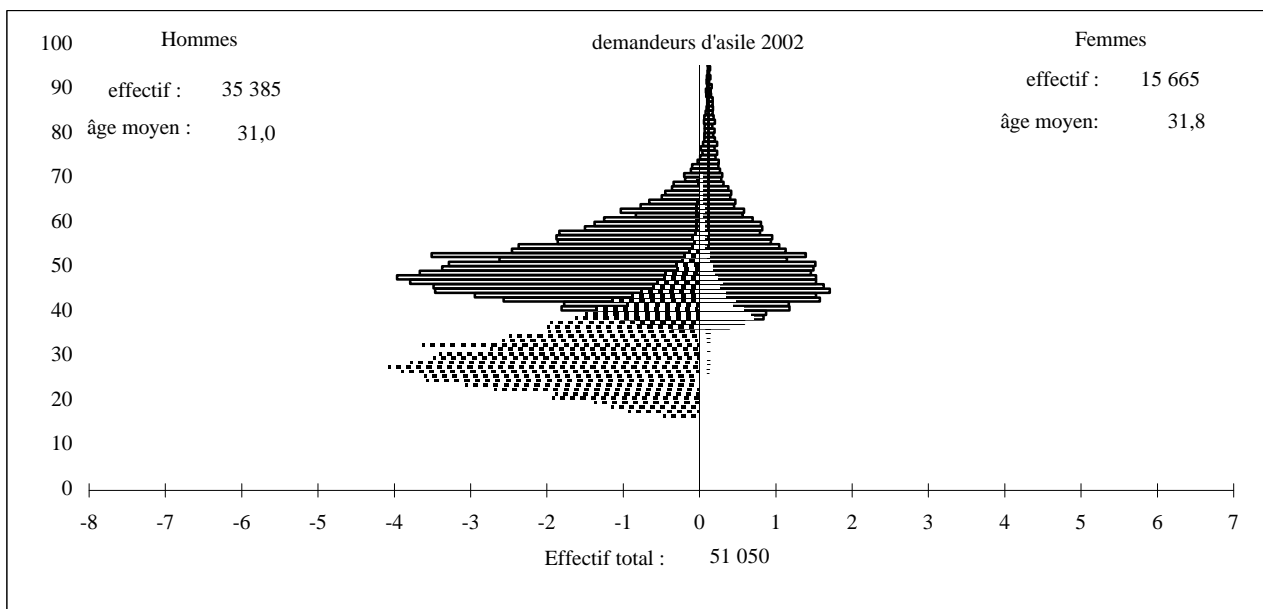
DEMANDEURS D'ASILE 2002 PAR SEXE, ÂGE ET SITUATION FAMILIALE hors mineurs accompagnants

Répartition par sexe et âge:

	nb	%	âge moyen
femmes	15 675	30,7%	31,8 ans
hommes	35 412	69,3%	31,0 ans
total	51 087	100%	

Répartition par sexe et situation familiale (déclarative) :

	femmes	%	hommes	%	total	%
célibataire	7 104	45,3%	20 449	57,7%	27 553	53,9%
marié	5 860	37,4%	11 896	33,6%	17 756	34,8%
concubain	1 077	6,9%	1 892	5,3%	2 969	5,8%
veuf	929	5,9%	213	0,6%	1 142	2,2%
divorcé	486	3,1%	604	1,7%	1 090	2,1%
séparé	76	0,5%	41	0,1%	117	0,2%
non déclaré	143	0,9%	317	0,9%	460	0,9%
total	15 675	100%	35 412	100%	51 087	100%



données manquantes = 37

ANNEXE VII

DEMANDES D'ASILE PAR DÉPARTEMENT D'A.P.S. ET DE RÉSIDENCE hors mineurs accompagnants

Par département d'autorisation provisoire de séjour (A.P.S.) :

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	% total
Ville de Paris (75)	7 135	7 244	10 216	8 867	13 396	16 150	14 354	13 016	25,5%
Seine-Saint-Denis (93)	2 328	1 068	1 239	2 058	2 903	3 338	4 719	5 103	10,0%
Bouches du Rhône (13)	365	564	687	784	825	797	1 520	2 194	4,3%
Val d'Oise (95)	874	1 253	914	669	898	1 350	2 381	2 188	4,3%
Rhône (69)	1 420	837	1 070	995	938	1 122	1 742	2 095	4,1%
Seine-et-Marne (77)	374	254	379	474	877	922	1 015	1 479	2,9%
Essonne (91)	154	135	153	210	324	560	1 136	1 475	2,9%
Val de Marne (94)	909	732	657	762	817	1 170	1 402	1 271	2,5%
Hauts-de-Seine (92)	479	459	351	568	457	857	1 156	1 208	2,4%
Seine Maritime (76)	182	170	129	106	165	277	606	1 203	2,4%
Garonne (haute- 31)	381	224	241	296	419	478	749	1 003	2,0%
Loiret (45)	101	87	108	120	172	421	664	920	1,8%
Yvelines (78)	368	240	274	532	778	687	812	904	1,8%
Autres départements	5 345	4 138	4 998	6 022	7 938	10 618	15 035	17 028	33,3%
% Paris / total	35%	42%	48%	39%	43%	42%	30%	25%	
sous-total Ile de France (IDF)	12 621	11 385	14 183	14 140	20 450	25 034	26 975	26 644	
% Ile de France / total	62%	65%	66%	63%	66%	65%	57%	52%	
sous-total dépts hors IDF	7 794	6 020	7 233	8 323	10 457	13 713	20 316	24 443	
% dépts hors IDF / total	38%	35%	34%	37%	34%	35%	43%	48%	
TOTAL	20 415	17 405	21 416	22 463	30 907	38 747	47 291	51 087	100%

Par département de résidence :

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	% total
Ville de Paris (75)	6 973	6 893	9 479	8 438	13 058	15 374	13 704	12 134	24%
Seine-Saint-Denis (93)	2 274	1 198	1 679	2 356	3 074	3 533	4 929	5 377	11%
Val d'Oise (95)	987	1 281	909	772	1 026	1 525	2 514	2 406	5%
Bouches-du-Rhône (13)	419	600	742	838	865	850	1 580	2 217	4,3%
Rhône (69)	1 326	859	1 045	955	959	1 206	1 849	2 200	4,3%
Essonne (91)	229	158	206	248	405	676	1 270	1 665	3%
Seine-et-Marne (77)	451	309	420	548	948	1 028	1 115	1 593	3%
Val de Marne (94)	954	632	611	802	965	1 389	1 624	1 512	3%
Hauts-de-Seine (92)	573	458	395	628	573	1 014	1 305	1 322	3%
Seine Maritime (76)	189	195	132	118	207	292	610	1 181	2,3%
Yvelines (78)	408	255	317	528	702	770	960	1 059	2%
Haute Garonne (31)	424	210	260	314	395	485	740	993	1,9%
Loiret (45)	114	102	136	145	178	423	656	941	1,8%
Autres départements	5 094	4 255	5 085	5 773	7 552	10 182	14 435	16 487	32,3%
% Paris / total	34%	40%	44%	38%	42%	40%	29%	24%	
sous-total Ile de France (IDF)	12 849	11 184	14 016	14 320	20 751	25 309	27 421	27 068	
% Ile de France / total	63%	64%	65%	64%	67%	65%	58%	53%	
sous-total dépts hors IDF	7 566	6 221	7 400	8 143	10 156	13 438	19 870	24 019	
% dépts hors IDF / total	37%	36%	35%	36%	33%	35%	42%	47%	
TOTAL	20 415	17 405	21 416	22 463	30 907	38 747	47 291	51 087	100%

ANNEXE VIII -DEMANDES MENSUELLES DE RÉEXAMEN (hors mineurs accompagnants) - année 2002

DIVISION GEO	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Total
Europe & BM	58	52	48	53	60	77	101	51	57	88	101	62	808
Asie	25	26	28	33	21	45	54	33	51	49	39	42	446
Afrique-Amériques	25	32	48	40	38	51	50	28	42	52	63	67	536
Total	108	110	124	126	119	173	205	112	150	189	203	171	1 790

CONTINENT	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Total
EUROPE	51	49	47	48	57	73	100	44	50	79	95	58	751
ASIE	29	27	29	37	21	48	54	40	55	53	43	42	478
AFRIQUE	21	21	35	25	30	35	45	20	30	39	42	54	397
AMERIQUES	7	13	13	16	11	17	6	8	15	18	23	17	164
Total	108	110	124	126	119	173	205	112	150	189	203	171	1 790

EUROPE	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Total
Albanie	2	1			2	3	2	2	1	1	2	5	21
Arménie	1		3	2	4	3	13	4	2		4		36
Azerbaïdjan	3	4			5	2			1	1	4	2	22
Biélorussie	1			2			1				4		8
Bosnie Herz.	2		1				2				3	2	10
ex-URSS								1					1
FYROM					2		1		1	1	2		7
Géorgie	5	2		5	4	5	6	1	3	4	1	2	38
Kazakhstan				2		2	5	2	5		1	2	19
Kirghizistan									2				2
Lettonie			1										1
Lituanie		1							1				2
Moldavie		2	3		1	6	6	1	1	6	3	3	32
Ouzbekistan		1											1
Roumanie	1		1									1	3
Russie	9	1	7	3	6	7	7	11	6	11	5		73
Tadjikistan	1			1									2
Turquie	23	32	30	32	26	39	50	18	22	44	60	30	406
Ukraine	3			1	1	3	2	2	2	4	2	2	22
Yougoslavie		5	1		6	3	5	2	3	7	4	9	45
Total	51	49	47	48	57	73	100	44	50	79	95	58	751

AMERIQUES	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Total
Colombie					1			1	1				3
Equateur					1								1
Haïti	7	13	13	16	9	17	6	7	14	18	23	17	160
Total	7	13	13	16	11	17	6	8	15	18	23	17	164

ANNEXE VIII -DEMANDES MENSUELLES DE RÉEXAMEN (hors mineurs accompagnants) - année 2002

ASIE	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Total
Afghanistan								2	1				3
Bangladesh	10	6	11	9	7	18	18	15	11	12	10	6	133
Bhoutan			2										2
Birmanie			2				1			2			5
Cambodge	2		1	1	1	1			1	1	1		9
Chine			1	3	2	1	3	1	2	3			16
Inde			1			2		1			1	1	6
Indonésie							1					1	2
Irak		1		2					2	2	2		9
Iran	3					3		5	1	2	2		16
Liban	1		1	2									4
Népal						1							1
Pakistan	1	3		4		1			2				11
Sri Lanka	12	16	10	16	10	21	31	16	35	31	27	33	258
Vietnam		1			1								2
autres Asie												1	1
Total	29	27	29	37	21	48	54	40	55	53	43	42	478

AFRIQUE	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Total
Algérie	3	2		1	2	1	1		3	5	2	3	23
Angola	2	1		4	5	1	6	1	3		4	4	31
Cameroun							1						1
Centrafrique	1	1	1	1	1		3		2		1		11
Congo	1		1	1	2	4	1	3	3	5	1	5	27
Côte d'Ivoire			1					1			1		3
Djibouti							1						1
Ethiopie											1		1
Gambie										1	1	1	3
Ghana		1					3			1	1		6
Guinée Bissau		1			1					2			4
Guinée Conakry	1	1	3		2	4	4	2	1		4	2	24
Liberia	1												1
Madagascar									1				1
Mali	2		3	1	1		5		1	1	1	3	18
Maroc					1								1
Mauritanie	1	5	11	9	5	9	7	4	6	8	7	6	78
Nigéria		1	1	2		2		1	2	1	1		11
RDC (ex-Zaire)	8	6	13	5	5	11	8	6	4	13	12	24	115
Rwanda		1			1	1	5			1		1	10
Sénégal		1	1			1		2	3		4	2	14
Sierra Léone					2							2	4
Soudan	1					1				1			3
Tchad				1	2				1				4
Togo											1		1
Tunisie												1	1
Total	21	21	35	25	30	35	45	20	30	39	42	54	397

ANNEXE IX

DEMANDES D'ASILE ET RÉEXAMENS 2002 SUR PROCÉDURE PRIORITAIRE hors mineurs accompagnants

DIVISION GEO	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept.	oct	nov	déc	total
Europe & BM	188	158	188	171	200	185	172	134	174	228	214	258	2 270
Asie	51	48	64	43	38	54	66	55	84	85	55	72	715
Afrique-Amériques	178	132	190	91	123	119	91	63	74	112	79	151	1 403
total	417	338	442	305	361	358	329	252	332	425	348	481	4 388

CONTINENT	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept.	oct	nov	déc	total
Europe	135	117	120	127	148	128	125	103	125	179	122	173	1 602
Asie	59	54	80	50	44	56	73	62	96	100	97	103	874
Afrique	89	91	134	97	112	137	116	76	82	115	113	129	1 291
Amériques	134	76	108	31	57	37	15	11	29	31	16	76	621
total	417	338	442	305	361	358	329	252	332	425	348	481	4 388

pays sous clause 1C5

Europe	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept.	oct	nov	déc	total
ALBANAISE	7	7	6	5	7	6	6	5	2	8	2	10	71
ARMENIENNE	4	3	3		8	4	6	2	5	4	1	2	42
AZERBAIDJANAISE	2	4		7	3	2			1	3	3	2	27
BIELORUSSE	2		4	3	1	1	5	1		1	5	1	24
BOSNIAQUE	1		1	1	2	1		1	2	2	3	8	22
BULGARE	1	5	2	1	4		3	5	2	6	8	9	46
FYROM	4	5	4			3	2	1	1	3	3		26
GEORGIENNE	7	9	11	15	7	4	6	5	4	6	1	3	78
HONGROISE	3	1		2	1	8	2	2	1			1	21
KAZAKH		1				1	3	2	5	2		3	17
KIRGHIZ	1								4				5
LETTONE	4		1	1						1			7
LITUANIENNE		1		2	2			1	1	1			8
MOLDAVE	8	15	12	8	12	11	15	11	19	20	11	23	165
POLONAISE	1	1			2	2	2			2		2	12
ROUMAINE	8	6	7	5	16	9	7	11	13	14	11	17	124
RUSSE	14	6	9	5	10	16	6	12	12	21	11	6	128
SLOVAQUE	5	3	7	10	12	1		4	5	6			53
TADJIK	1			2	2							1	6
TCHEQUE	1	1			2	1							5
TURQUE	39	34	29	33	26	36	40	25	31	46	45	40	424
UKRAINIENNE	9	8	7	11	5	9	4	3	3	12	3	12	86
YOUGOSLAVE	13	7	15	16	24	13	17	11	14	21	14	33	198
autres Europe			2		2		1	1			1		7
TOTAL	135	117	120	127	148	128	125	103	125	179	122	173	1 602

Amérique	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept.	oct	nov	déc	total
COLOMBIENNE	1	1	1	5	4	2	3	1	4	1		2	25
CUBAINE		2	1	1		1				2			7
EQUATORIENNE		2	1	3	2	2				1	1		12
GUYANA res		1								1		49	51
HAITIENNE	125	67	89	19	41	27	8	10	20	20	15	25	466
PERUVIENNE	7	3	16	3	10	4	2		4	4			53
autres Amériques	1					1	2		1	2			7
TOTAL	134	76	108	31	57	37	15	11	29	31	16	76	621

ANNEXE IX

DEMANDES D'ASILE ET RÉEXAMENS 2002 SUR PROCÉDURE PRIORITAIRE hors mineurs accompagnants

Asie	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept.	oct	nov	déc	total
AFGHANE	1	3	7	2	2		4		2		27	20	68
BANGLADAISE	11	6	9	7	7	16	16	15	9	9	10	4	119
CAMBODGIENNE	1			2	1		1	1	1				7
CHINOISE	8	10	11	12	3	2	3	8	24	34	6	10	131
INDIENNE	7	5	8	5	5	9	5	8	7	9	3	14	85
IRAKIENNE	1	1	2	2			1	1	2	8	10	5	33
IRANIENNE	4	1	2	2	1	1	2	4	3	4	1	4	29
LIBANAISE	1		2	1				2					6
PAKISTANAISE	6	4	8	4		4	3	2	4	3	4	5	47
PALESTINIENNE	1	1	2		3	1			2	3	3	1	17
SRI-LANKAISE	18	19	19	12	20	22	32	21	32	27	32	35	289
SYRIENNE			1						3		1	1	6
THAÏLANDAISE			3	1	2		3		6	2		1	18
VIETNAMIENNE		3	1				1		1			1	7
autres Asie		1	5			1	2			1		2	12
TOTAL	59	54	80	50	44	56	73	62	96	100	97	103	874

Afrique	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept.	oct	nov	déc	total
ALGERIENNE	45	29	50	32	43	50	39	20	35	30	50	50	473
ANGOLAISE	2	3	8	2	2	3	4	4	4	3	6	3	44
BENINOISE		1	1		3	4	1	1		1	2	1	15
BURKINABEE		1	1		1						1	1	5
CAMEROUNAISE	4	8	8	5	8	3	5	2	3	4	4	5	59
CENTRAFRICAINE	2	2	1	3		1	3	2		1			15
CONGOLAISE	4	6	4	5	3	3	7	3	5	5	1	7	53
GABONAISE	2		4										6
GHANEENNE	1	2	2		3	3	1	1		2	3	1	19
GUINEENNE (Conakry)	2	1	5	4	4	7	8	4		1	7	3	46
IVOIRIENNE	7	2	8	4	5	9	3	4	1	7	8	10	68
LIBERIENNE	3	1			1	2	2	2		1	1		13
MALGACHE		2	2		3	5	5	3	1		1		22
MALIENNE	2	2	3	7	3	4	5	2	2	6	7	4	47
MAROCAINE		2	1	2	3	3	1	3		2		3	20
MAURITANIENNE	2	4	11	6	6	9	9	3	5	9	5	5	74
NIGERIANE	2	6	4	6	5	7	1	3	6	6	2	2	50
RDC	7	8	13	10	4	10	10	9	6	12	7	22	118
RWANDAISE	1			1	1		5		1	2			11
SENEGALAISE		1	2	1	1	3		1	3	1		3	16
SIERRA-LEONAISE		1	3	2	4	5	4	1	1	1	2	3	27
SOUDANAISE			1			1	1	2		16	4	1	26
TCHADIENNE		1		1	2				3	1		1	9
TOGOLAISE	2	1		1	3	2		3	4	1	1	2	20
TUNISIENNE		2	1	3		2			2	2		1	13
autres Afrique	1	5	1	2	4	1	2	3		1	1	1	22
TOTAL	89	91	134	97	112	137	116	76	82	115	113	129	1 291

ANNEXE X

O.F.P.R.A. DÉCISIONS PRISES EN PREMIERE INSTANCE (hors C.R.R.) EN 2002

2002	EUR & bassin méd.			ASIE			Afrique-Amériques			EURAFRIQUE			total décisions ofpra			tx accord ofpra %	CR suite AN C.R.R.	total CR + AN	% tx global admission
	1er CR	RJ	total	1er CR	RJ	total	1er CR	RJ	total	1er CR	RJ	total	1er CR	RJ	total				
janvier	133	1 237	1 370	105	573	678	157	1 362	1 519	354	813	1 167	749	3 985	4 734	15,8%	223	972	20,5%
février	162	1 052	1 214	115	580	695	128	991	1 119	313	834	1 147	718	3 457	4 175	17,2%	195	913	21,9%
mars	114	1 237	1 351	129	560	689	174	1 298	1 472	243	819	1 062	660	3 914	4 574	14,4%	201	861	18,8%
avril	97	911	1 008	110	630	740	156	1 456	1 612	219	831	1 050	582	3 828	4 410	13,2%	189	771	17,5%
mai	93	967	1 060	48	501	549	123	1 081	1 204	161	684	845	425	3 233	3 658	11,6%	172	597	16,3%
juin	130	1 060	1 190	78	594	672	126	1 126	1 252	224	843	1 067	558	3 623	4 181	13,3%	254	812	19,4%
juillet	123	1 118	1 241	58	732	790	188	1 441	1 629	182	761	943	551	4 052	4 603	12,0%	202	753	16,4%
août	91	791	882	27	524	551	140	976	1 116	129	641	770	387	2 932	3 319	11,7%		387	11,7%
septembre	89	1 267	1 356	51	547	598	96	1 061	1 157	162	707	869	398	3 582	3 980	10,0%	178	576	14,5%
octobre	93	1 295	1 388	72	427	499	162	1 421	1 583	136	1 108	1 244	463	4 251	4 714	9,8%	266	729	15,5%
novembre	101	1 192	1 293	51	401	452	106	1 013	1 119	151	1 070	1 221	409	3 676	4 085	10,0%	186	595	14,6%
décembre	121	1 073	1 194	28	321	349	155	980	1 135	122	973	1 095	426	3 347	3 773	11,3%	103	529	14,0%

	EUR & bassin méd.			ASIE			Afrique-Amériques			Eurafrique			total décisions ofpra			tx accord ofpra %	CR suite AN C.R.R.	total CR + AN	% tx global admission
	1er CR	RJ	total	1er CR	RJ	total	1er CR	RJ	total	1er CR	RJ	total	1er CR	RJ	total				
rappel 12 mois 2001	1 589	13 818	15 407	1 394	7 785	9 179	1 787	13 924	15 711	279	203	482	5 049	35 730	40 779	12,4%	2 274	7 323	18,0%
total 12 mois 2002	1 347	13 200	14 547	872	6 390	7 262	1 711	14 206	15 917	2 396	10 084	12 480	6 326	43 880	50 206	12,6%	2 169	8 495	16,9%
moyenne 12 mois 2002	112	1 100	1 212	73	533	605	143	1 184	1 326	200	840	1 040	527	3 657	4 184	12,6%	197	724	17,3%
moyenne 1er trim 02	136	1 175	1 312	116	571	687	153	1 217	1 370	303	822	1 125	709	3 785	4 494	15,8%	206	915	20,4%
moyenne 2ème trim 02	107	979	1 086	79	575	654	135	1 221	1 356	201	786	987	522	3 561	4 083	12,8%	205	727	17,8%
moyenne 3ème trim 02	101	1 059	1 160	45	601	646	141	1 159	1 301	158	703	861	445	3 522	3 967	11,2%	190	635	16,0%
moyenne 4ème trim 02	105	1 187	1 292	50	383	433	141	1 138	1 279	136	1 050	1 187	416	3 588	4 004	10,4%	185	601	15,0%

% accord = accords ofpra / accords + rejets ofpra

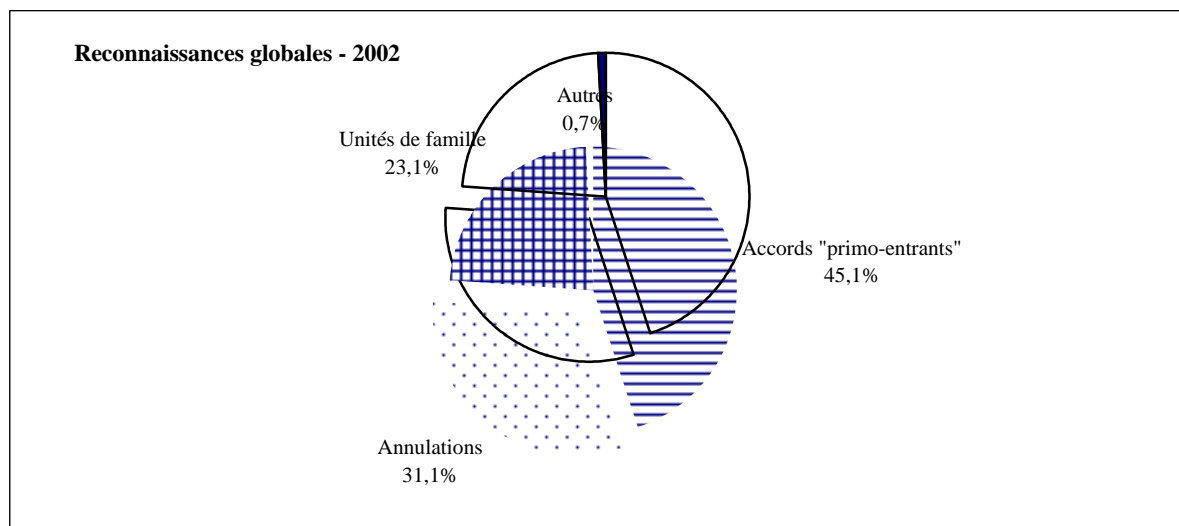
% global admission = total (CR+AN) / total décisions (CR + RJ) ofpra

En outre, l'Office a procédé au cours du mois d'août à 1 704 mises à jour de la base de données informatique (radiations de dossiers anciens sans suite, corrections d'erreurs d'enregistrement...),
et pris 1 394 décisions sur des dossiers de mineurs accompagnants,
soit un total de 53 304 décisions.

ANNEXE XI

RECONNAISSANCES DU STATUT DE RÉFUGIÉ 2002 SELON LE MOTIF *hors mineurs accompagnants*

	nombre	%
O.F.P.R.A.	6 323	74%
dont Accords demandeurs "primo-entrants"	5 155	60,7%
dont Art. 1A2 Convention de Genève	5 093	60,0%
Convention de New York (Apatrides)	49	0,6%
Mandat HCR	8	0,1%
Action en faveur de la liberté	5	0,1%
Accords "Unité de famille"	1 105	13,0%
dont enfant	711	8,4%
conjoint	369	4,3%
tutelle	25	0,3%
Transferts vers la France	40	0,5%
motif manquant	23	0,3%
C.R.R. - Accords suite annulation	2 169	26%
Tribunal Administratif - CR apatrides suite annulation	3	0,04%
TOTAL RECONNAISSANCES	8 495	100%

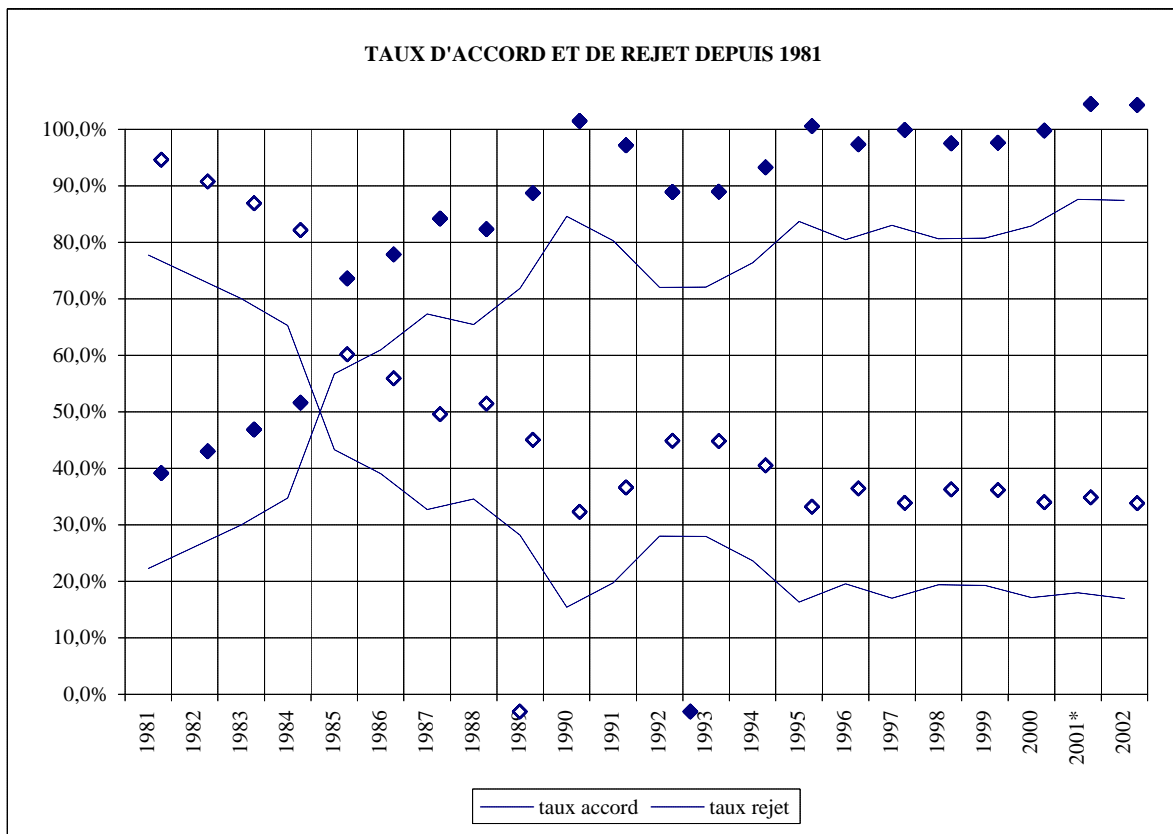
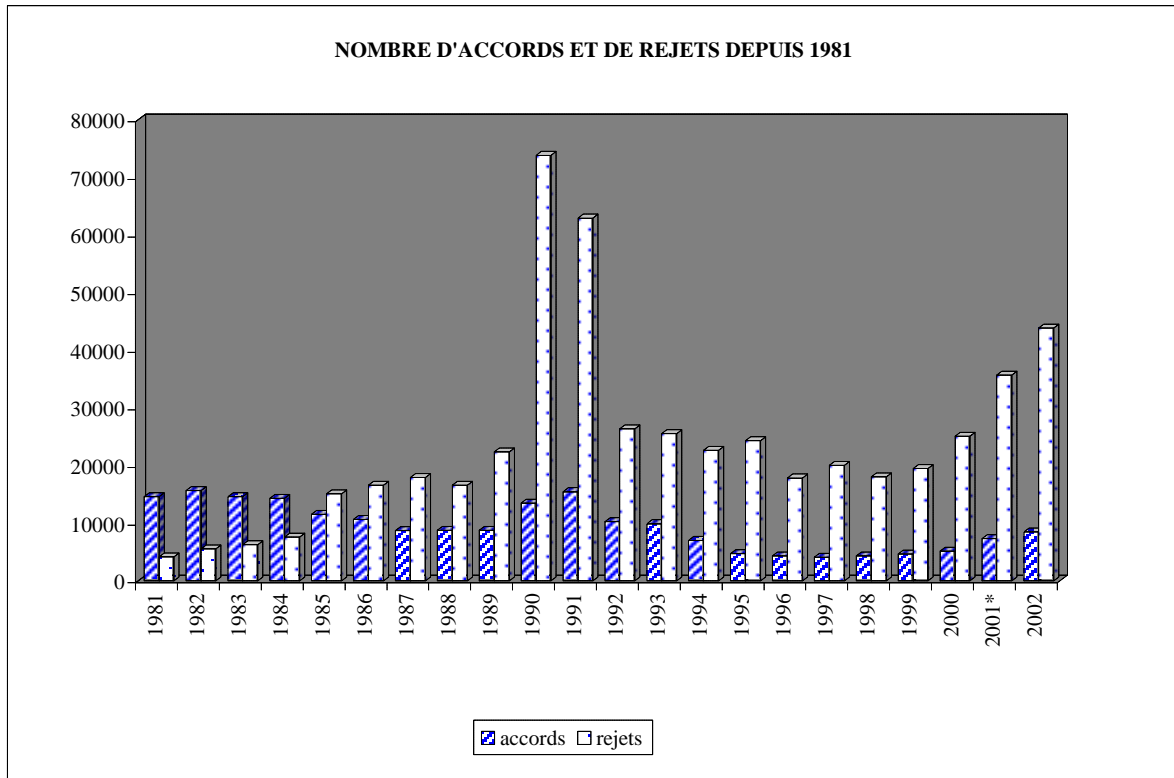


ANNEXE XII

TAUX D'ACCORD O.F.P.R.A. et TAUX GLOBAL D'ADMISSION - année 2002 POUR QUELQUES NATIONALITÉS PARMIS LES PLUS SIGNIFICATIVES - hors mineurs accompagnants -

	nb 1ères demandes	taux accord O.F.P.R.A.	taux global admission
Rwanda	303	81,0%	85,4%
Ethiopie	59	76,9%	84,6%
Cambodge, Laos, Vietnam	266	55,2%	57,1%
Syrie	30	46,5%	53,5%
Tchad	291	42,4%	45,2%
Somalie	115	40,9%	43,0%
Burundi	62	38,0%	39,4%
Tunisie	42	34,1%	43,9%
Afghanistan	260	33,7%	35,2%
Irak	246	32,1%	52,2%
ens. ex. Yougoslave	2 448	26,2%	30,4%
dont Yougoslavie (RF)	1 624	20,3%	25,2%
Bosnie Herz.	517	57,7%	61,4%
Centrafrique	460	25,1%	27,8%
Togo	327	24,2%	25,5%
Sri Lanka	1 992	22,0%	33,6%
RDCongo	5 260	18,7%	21,8%
Angola	1 590	18,3%	21,8%
Congo	2 266	16,4%	19,4%
Iran	118	13,0%	26,8%
ens. ex-U.R.S.S.	7 113	12,6%	19,5%
dont Russie	1 741	30,6%	38,1%
Géorgie	1 554	5,3%	10,3%
Moldavie	1 033	1,0%	2,9%
Arménie	963	6,4%	16,3%
Ukraine	728	1,9%	7,7%
Mauritanie	2 998	12,2%	15,8%
Côte d'Ivoire	600	11,6%	12,4%
Cameroun	639	8,5%	9,9%
Haïti	1 904	7,9%	13,7%
Sierra Leone	545	7,4%	7,8%
Albanie	435	7,3%	21,2%
Turquie	6 582	7,0%	11,1%
Guinée Conakry	753	6,2%	9,9%
Bangladesh	668	5,0%	16,6%
Pakistan	438	3,1%	5,0%
Nigeria	884	2,6%	3,4%
Algérie	2 865	2,6%	6,4%
Inde	448	2,2%	7,5%
Chine	2 869	0,7%	1,0%
Sénégal	491	0,2%	3,4%
Mali	2 413	0,2%	0,4%
Toutes nationalités	51 087	12,6%	16,9%

ANNEXE XIII
NOMBRES ET TAUX D'ACCORD ET DE REJET DEPUIS 1981
 - données hors mineurs accompagnants -



depuis 2001 * $\text{taux admission globale \%} = \frac{CR + AN}{\text{décisions ofpra}} (CR + RJ)$
 $\text{taux rejet \%} = \frac{\text{rejets ofpra}}{\text{décisions ofpra}} (CR + RJ)$

ANNEXE XIV

O.F.P.R.A. ACTIVITÉ DE LA DIVISION DE LA PROTECTION - ANNÉE 2002 -

Types de documents	janv	févr	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	total	moyenne sur 12 mois
matrices établies	664	702	955	948	660	858	1 055	658	1 034	917	956	617	10 024	835
documents délivrés														
copies	13 516	12 224	13 807	13 189	11 127	12 596	11 575	7 703	9 633	10 551	10 193	8 404	134 518	11 210
extraits	694	1 001	876	712	805	845	999	561	449	764	783	523	9 012	751
certificats	1 129	1 040	1 389	1 116	1 004	1 264	1 631	980	1 027	1 262	1 112	775	13 729	1 144
livrets	43	65	51	83	33	44	85	53	36	73	86	40	692	58
Total documents	16 046	15 032	17 078	16 048	13 629	15 607	15 345	9 955	12 179	13 567	13 130	10 359	167 975	13 998
nb jours ouvrés	22	20	21	21	19	20	23	21	21	23	19	21	251	21
Nb docs / jo	729	752	813	764	717	780	667	474	580	590	691	493	8 051	671

Matrices (d'un certificat d'état civil) : Certificats d'état civil informatisés, dont un exemplaire "papier" unique, signé et daté, est conservé au dossier. C'est sur cette "matrice" que sont apposées les mentions marginales (mentions rectificatives, de mariage, de divorce, de reconnaissance, d'inscription au répertoire civil ... et, enfin, de décès-)

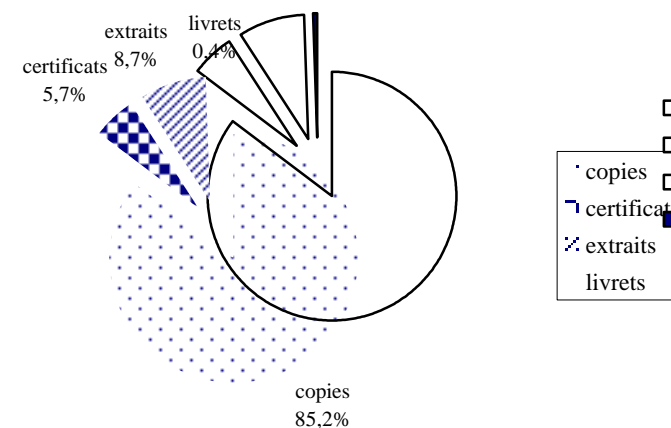
Copies (d'un certificat d'état civil) : copies que l'on tire de la matrice, telle qu'elle figure dans la mémoire de l'ordinateur à une date donnée. La copie reproduit intégralement la matrice.

Certificats : Ce terme groupe les deux types de certificats faits par la Division de la Protection, à savoir les certificats administratifs (qui attestent de la qualité de réfugié ou d'apatride) et les certificats de coutume (qui précisent que le réfugié ou l'apatride ont leur statut personnel régi par la loi française). Le premier est l'une des pièces à joindre à toute demande de naturalisation, par exemple. Le second est systématiquement exigé par les mairies françaises lorsqu'elles doivent célébrer le mariage d'un réfugié ou d'un apatride.

Extraits (d'un certificat d'état civil) : Documents comportant les renseignements essentiels contenus dans la matrice à laquelle il font référence et la résumant (un extrait ne comporte jamais, par exemple, la nature de la filiation ; il ne fait état que de la dernière union en date ; il intègre dans le corps du certificat les rectifications qui figurent en mention marginale).

Livret de famille : Recueil d'extraits identique au livret de famille fait dans les mairies françaises. L'Office en délivre quatre types (comme les mairies françaises) : livret d'époux, livret de parents communs naturels, livret de mère naturelle et livret de père naturel.

Documents délivrés par la division de la Protection en 2002



ANNEXE XV

ESTIMATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS STATUTAIRES*
au 31 décembre 2002, hors mineurs accompagnants

CONTINENT	FEMMES		HOMMES		TOTAL
EUROPE	8 903	40%	13 197	60%	22 100
ASIE	25 278	44%	32 450	56%	57 728
AFRIQUE	7 314	38%	11 853	62%	19 167
AMERIQUES	1 051	43%	1 384	57%	2 435
Apatrides & indéterminés	252	34%	500	66%	752
TOTAL	42 798	42%	59 384	58%	102 182

EUROPE	FEMMES		HOMMES		TOTAL
Albanie	349	40%	520	60%	869
Arménie	250	52%	231	48%	481
Azerbaïdjan	125	49%	128	51%	253
Biélorussie	36	42%	49	58%	85
Bosnie Herz.	762	50%	751	50%	1 513
Bulgarie	35	40%	53	60%	88
Croatie	33	51%	32	49%	65
Estonie	9	64%	5	36%	14
ex-Tchécoslovaquie	15	42%	21	58%	36
ex-URSS	198	45%	245	55%	443
ex-Yougoslavie	850	55%	698	45%	1 548
FYROM	26	41%	37	59%	63
Géorgie	228	55%	188	45%	416
Hongrie	28	36%	49	64%	77
Kazakhstan	49	48%	53	52%	102
Kighirzistan	6	50%	6	50%	12
Lettonie	21	53%	19	48%	40
Lituanie	2	17%	10	83%	12
Moldavie	48	48%	52	52%	100
Ouzbékistan	20	61%	13	39%	33
Pologne	131	54%	111	46%	242
Roumanie	122	48%	134	52%	256
Russie	713	53%	638	47%	1 351
Slovaquie	38	50%	38	50%	76
Tadjikistan	4	31%	9	69%	13
Turquie	3 019	32%	6 388	68%	9 407
Ukraine	226	52%	212	48%	438
Yougoslavie	1 551	38%	2 490	62%	4 041
autres Europe	9	35%	17	65%	26
TOTAL	8 903	40%	13 197	60%	22 100

ASIE	FEMMES		HOMMES		TOTAL
Afghanistan	572	46%	684	54%	1 256
Bangladesh	98	12%	699	88%	797
Bhoutan	3	19%	13	81%	16
Birmanie	13	18%	61	82%	74
Cambodge	7 778	50%	7 661	50%	15 439
Chine	169	38%	273	62%	442
Inde	14	8%	163	92%	177
Indonésie	4	67%	2	33%	6
Irak	695	44%	902	56%	1 597
Iran	675	36%	1 209	64%	1 884
Jordanie		0%	6	100%	6
Laos	4 227	49%	4 476	51%	8 703
Liban	21	28%	55	72%	76
Mongolie	4	50%	4	50%	8
Pakistan	41	26%	116	74%	157
Palestine (autorités)	24	30%	55	70%	79
Sri Lanka	5 963	37%	9 975	63%	15 938
Syrie	50	24%	157	76%	207
Vietnam	4 917	45%	5 901	55%	10 818
autres Asie	10	21%	38	79%	48
TOTAL	25 278	44%	32 450	56%	57 728

AMERIQUES	FEMMES		HOMMES		TOTAL
Bolivie	11	44%	14	56%	25
Chili	51	50%	51	50%	102
Colombie	99	38%	165	63%	264
Cuba	34	38%	56	62%	90
Equateur	12	41%	17	59%	29
Guatémala	6	35%	11	65%	17
Haïti	696	44%	874	56%	1 570
Pérou	134	43%	176	57%	310
Salvador	4	25%	12	75%	16
autres Amériques	4	33%	8	67%	12
TOTAL	1 051	43%	1 384	57%	2 435

AFRIQUE	FEMMES		HOMMES		TOTAL
Afrique du sud	4	22%	14	78%	18
Algérie	198	33%	406	67%	604
Angola	652	37%	1 125	63%	1 777
Bénin	1	17%	5	83%	6
Burkina Faso	6	21%	22	79%	28
Burundi	117	53%	102	47%	219
Cameroun	37	23%	127	77%	164
Centrafrique	80	36%	140	64%	220
Comores	2	20%	8	80%	10
Congo	581	51%	550	49%	1 131
Côte d'Ivoire	35	32%	76	68%	111
Djibouti	18	43%	24	57%	42
Egypte	23	35%	43	65%	66
Erythrée	12	60%	8	40%	20
Ethiopie	150	51%	142	49%	292
Gabon	1	20%	4	80%	5
Gambie	15	34%	29	66%	44
Ghana	302	40%	458	60%	760
Guinée (Conakry)	99	30%	231	70%	330
Guinée Bissao	223	26%	619	74%	842
Guinée équat.	11	50%	11	50%	22
Kenya	5	63%	3	38%	8
Libéria	46	31%	102	69%	148
Libye	3	38%	5	63%	8
Madagascar	14	45%	17	55%	31
Mali	21	18%	94	82%	115
Maroc	21	24%	65	76%	86
Maurice (Ile)	2	40%	3	60%	5
Mauritanie	362	17%	1 781	83%	2 143
Mozambique	4	31%	9	69%	13
Niger	2	22%	7	78%	9
Nigéria	56	31%	125	69%	181
Ouganda	6	23%	20	77%	26
RDC (ex-Zaire)	2 816	44%	3 523	56%	6 339
Rwanda	759	57%	570	43%	1 329
Sénégal	17	21%	64	79%	81
Seychelles	4	57%	3	43%	7
Sierra Leone	44	24%	136	76%	180
Somalie	264	47%	299	53%	563
Soudan	75	26%	217	74%	292
Tchad	97	26%	283	74%	380
Togo	59	32%	127	68%	186
Tunisie	70	22%	250	78%	320
autres Afrique	0	0%	6	100%	6
TOTAL	7 314	38%	11 853	62%	19 167

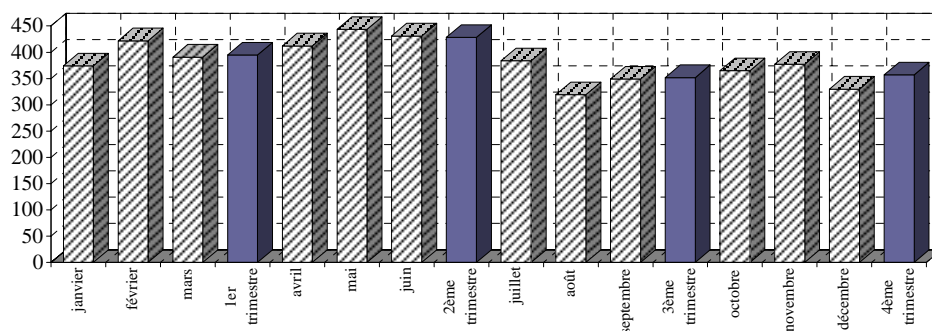
* c'est-à-dire titulaires d'un certificat de réfugié en cours de validité au 31 décembre

ANNEXE XVI

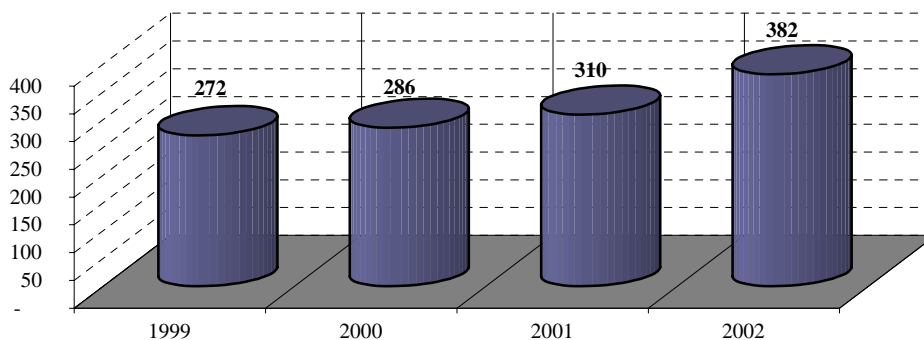
O.F.P.R.A. ACTIVITÉ DU SERVICE DE L'ACCUEIL - année 2002 -

	nb pers reçues / div géo	entretiens réalisés / O.P.	nb pers reçues / Div Protection	total personnes reçues	moyenne / jour ouvré	nb jours ouvrés
janvier	4 527	2 125	1 577	8 229	374	22
février	4 304	2 034	2 098	8 436	422	20
mars	4 545	2 190	1 473	8 208	391	21
1er trimestre	13 376	6 349	5 148	24 873	395	63
avril	4 348	2 154	2 152	8 654	412	21
mai	4 549	1 681	2 196	8 426	443	19
juin	4 361	2 092	2 166	8 619	431	20
2ème trimestre	13 258	5 927	6 514	25 699	428	60
juillet	3 900	1 992	2 932	8 824	384	23
août	2 547	1 399	2 758	6 704	319	21
septembre	2 461	1 928	2 940	7 329	349	21
3ème trimestre	8 908	5 319	8 630	22 857	352	65
octobre	2 975	2 065	3 351	8 391	365	23
novembre	2 452	1 920	2 793	7 165	377	19
décembre	2 545	1 615	2 766	6 926	330	21
4ème trimestre	7 972	5 600	8 910	22 482	357	63
total 2002	43 514	23 195	29 202	95 911	382	251
Rappel 2001	44 024	15 153	18 835	78 012	310	252
Evolution 2002/2001 %	-1%	53%	55%	23%	23%	

Accueil 2002 : nb moyen mensuel de personnes reçues par jour ouvré



Accueil : nb moyen annuel de personnes reçues par jour ouvré



ANNEXE XVII

MINEURS ACCOMPAGNANTS Demandes et décisions 2002

Nb. L'enregistrement informatique des mineurs accompagnants a été mis en place progressivement à partir du mois de mai 2002.

Demandes selon le continent d'origine :

	Asie	Afrique	Europe	Amériques	total
mai	30	203	282	29	544
juin	41	184	248	14	487
juillet	66	265	381	19	731
août	40	221	368	9	638
septembre	27	238	343	7	615
octobre	60	332	500	17	909
novembre	41	293	321	17	672
décembre	52	225	358	25	660
total 8 mois	357	1 961	2 801	137	5 256
projection sur 12 mois	536	2 942	4 202	206	7 884
% total	7%	37%	53%	3%	100%

Demandes tous pays confondus et décisions prises :

	demandes	décisions	accords	% accord	rejets
mai	544	19	15	78,9%	4
juin	487	142	100	70,4%	42
juillet	731	161	79	49,1%	82
août	638	163	113	69,3%	50
septembre	615	221	71	32,1%	150
octobre	909	232	35	15,1%	197
novembre	672	229	39	17,0%	190
décembre	660	227	31	13,7%	196
total 8 mois	5 256	1 394	483	34,6%	911



Bilan définitif de la demande d'asile 1999



Bilan définitif de la demande d'asile 1999

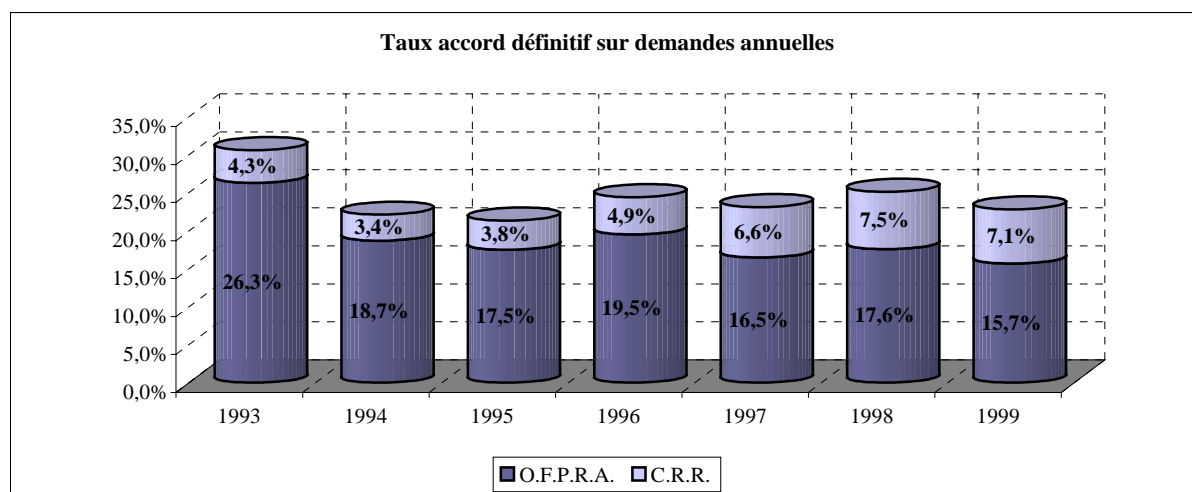
Le rapport d'activité annuel décrit le traitement de la demande d'asile à travers les décisions prises entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre. Ces décisions ne correspondent qu'en partie aux demandes enregistrées au cours de l'année considérée. Elles portent aussi sur des dossiers des années précédentes, tandis que la plupart des dossiers déposés en 2001 n'auront été instruits qu'en 2002. Par ailleurs, ce rapport escamote l'effet des recours et réexamens, les annulations de la CRR ne concernant que rarement des rejets décidés par l'OFPPRA durant l'exercice courant.

C'est pourquoi il est publié désormais chaque année **un bilan définitif** concernant les demandes présentées durant une année déterminée, ce qui suppose que toutes ces demandes aient été instruites et aient fait l'objet d'une décision (en première instance et/ou en appel, voire en cassation) et que toutes les procédures de réexamen et de recours aient été épuisés.

L'OFPPRA publie ainsi cette année le bilan définitif des demandes enregistrées en 1999 qui, à l'exception de 46 d'entre elles, ont toutes été traitées à ce jour (cf.ci-après).

TAUX D'ACCORD DEFINITIF SUR LES DEMANDES ANNUELLES

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
premières demandes enregistrées	27 564	25 987	20 416	17 398	21 425	22 461	30 897
désistements et cas non statués	427	417	409	186	365	549	1 005
admissions totales au statut	8 449	5 754	4 359	4 244	4 948	5 632	7 054
rejets	18 688	19 816	15 648	12 968	16 112	16 280	22 838
% reconnaissance sur demandes de l'année n	30,7%	22,1%	21,4%	24,4%	23,1%	25,1%	22,8%
dont O.F.P.R.A.	26,3%	18,7%	17,5%	19,5%	16,5%	17,6%	15,7%
dont C.R.R.	4,3%	3,4%	3,8%	4,9%	6,6%	7,5%	7,1%
<i>pour mémoire, taux sur décisions de l'année n*</i>	27,9%	23,6%	16,3%	19,6%	17,0%	19,4%	19,3%
<i>* figurant dans le rapport annuel d'activité de l'année n</i>							



OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES RÉFUGIÉS ET APATRIDES

Que sont devenus les demandeurs d'asile de 1999?

Par continent d'origine			Europe	Asie	Afrique	Amériques	Apa & indéterminés
Premières demandes	Demandes	30 897	8 467	11 161	10 450	751	68
	Reconnaissance O.F.P.R.A. 1ère instance	4 757	1 052	1 733	1 865	96	11
	Rejets 1ère instance	25 136	7 123	9 347	7 979	644	43
C.R.R.	Recours	19 472	4 917	8 177	5 828	550	
	Reconnaissances C.R.R.	2 207	1 043	576	551	37	
Réexamens	Réexamens	1 055	425	385	206	39	
	Désistements sur réexamen	1			1		
	Reconnaissances sur réexamen	90	43	32	13	2	
Reconnaissances totales = réf.statutaires actuels + pertes statut		7 054	2 138	2 341	2 429	135	11
Sorties	Désistements, radiations et cas non statués	1 005	292	81	607	11	14
	Pertes de statut	272	71	121	73	6	1
Situation arrêtée au 24 mars 2003	en situation de rejet	22 838	6 037	8 739	7 414	605	43
	Réfugiés statutaires	6 782	2 067	2 220	2 356	129	10

reconnaissances totales / demandes totales	22,8%	25,3%	21,0%	23,2%	18,0%	16,2%
dont reconnaissances O.F.P.R.A. / demandes totales	15,7%	12,9%	15,8%	18,0%	13,0%	16,2%
reconnaissances C.R.R. / demandes totales	7,1%	12,3%	5,2%	5,3%	4,9%	
reconnaissances 1ère instance / demandes totales	15,4%	12,4%	15,5%	17,8%	12,8%	16,2%
rejets 1ère instance / demandes totales	81%	84%	84%	76%	86%	63%
recours / rejets 1ère instance	77%	69%	87%	73%	85%	
annulations / recours	11%	21%	7%	9%	7%	
demandes réexamen / rejets 1ère instance	4%	6%	4%	3%	6%	
reconnaissances / réexamens	9%	10%	8%	6%	5%	
reconnaissances sur réexamen / demandes totales	0,3%	0,5%	0,3%	0,1%	0%	
reconnaissances O.F.P.R.A. / reconnaissances totales	69%	51%	75%	77%	73%	100%
reconnaissances C.R.R. / reconnaissances totales	31%	49%	25%	23%	27%	